


combat

Kazetenn Emgann
www.emgann.org

Niv. 213

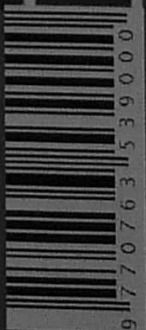
Miz Here 2003
3 euro

bretton



**TV BREIZH, CANAL TI ZEF,
TÉLÉS DES PEUPLES :**

DE L'AUTRE CÔTÉ DE L'ÉCRAN



**Liberté pour les prisonniers politiques
Manifestation le 11 octobre à Guingamp**

→ 2 STOURM emgann, pourquoi ?

Force est de constater qu'il existe en Bretagne, et ce malgré cinq siècles d'occupation et ce malgré une farouche volonté de l'état français de nier jusqu'à notre existence, un peuple breton.

Ce peuple est privé de ses droits démocratiques (en niant le droit à l'unité territoriale, le droit à parler sa langue, en occultant son histoire spécifique, en niant officiellement l'existence de notre peuple, en ne respectant pas son environnement...) et de ses droits nationaux (droit à s'administrer soi-même, droit à être représenté au plan international...). A l'heure où plus que jamais les peuples subissent de plein fouet les effets du capitalisme le plus sauvage, nous réaffirmons la nécessité de construire, basée sur le partage des richesses, la justice sociale, la satisfaction des besoins réels de chacun et la solidarité internationale : **en clair une vraie démocratie de proximité en Bretagne.**

L'indépendance permettra au peuple breton de prendre en main son destin et garantira ses droits.

Le socialisme permettra au peuple breton de construire des rapports sociaux non basés sur la domination et l'exploitation.

C'est ce pourquoi Emgann (Mouvement de la gauche indépendantiste) lutte.

Dans ce cadre, Emgann (Mouvement de la gauche indépendantiste) contribuera, impulsera et participera à toutes les initiatives visant :

- à construire un pouvoir politique breton,
- à éveiller la conscience nationale du peuple breton,
- à satisfaire les besoins les plus immédiats des classes les plus défavorisées,
- à construire des liens, des échanges et des rapports économiques équitables et solidaires avec tous les peuples du monde en lutte pour la reconnaissance de leurs droits.



combat breton / kazetenn emgann
Strollad an tu kleiz evit Breizh dieub
BP 70215 - 22202 Gwengamp Cedex. www.emgann.org
Renner ar gazetenn : Denez Riou
Pennskrivagner : Ronan Menardesau
biskloer ha maketenniant Combat Breton
Moulladur : Imprimerie de Gwengamp - Gwengamp
Embannet bep miz. CPPAP / N° 65664, ISSN : 07635392
Pep skrivagner zo kiriek d'e skridoù
Ya d'ar brezhoneg

adkoumanant - koumanant : réabonnement - abonnement

30 euro ar bloaz
30 euros par an

Skoazell : 38 euro da vichañ
Soutien : 38 euros minimum

Anv/Nom

Raganv/Prénom

Chomlec'h/Adresse

Da gas da/A envoyer à : EMGANN. BP 70215 - 22202 GWENGAMP CEDEX
Chekenn war anv Combat Breton - Chèques à l'ordre de Combat Breton

Adresses des prisonniers politiques bretons



Alain SOLE
21135
Maison d'arrêt de Nanterre
133, Ave de la Commune de
Paris - BP 1414
92014 Nanterre Cedex

Kristian GEORGEAULT
276 024 - A 234
42, rue de la Santé
75674 Paris Cedex 14



Paskal LAIZE
274 740 F2 / 247
42, rue de la Santé
75674 Paris Cedex 14



Gaël ROBLIN
273 196 - D1 / 121
42, rue de la Santé
75674 Paris Cedex 14



Stéphane PHILIPPE
273209 - B 117
42, rue de la Santé
75674 Paris Cedex 14



Jérôme BOUTHIER
278 096
42, rue de la Santé
75674 Paris Cedex 14



pennad-tur

Justice française : no comment

Pierre Falcone a été nommé ministre conseiller à la délégation permanente de l'Angola à l'Unesco «à la mi-juin», selon son avocat. Il s'est fait remettre jeudi sa plaque diplomatique à l'ambassade d'Angola à Paris, selon Le Monde du 20 septembre.

Il pourrait quitter la France prochainement, a affirmé Me Yves Lévy. «Il n'a pas revu sa famille depuis trois ans, mais il ne souhaite pas que cette nomination soit assimilée à un stratagème pour fuir ses responsabilités. Il entend répondre aux convocations de la justice», ajoute l'avocat.

Falcone a été mis en examen notamment pour «trafic d'influence, commerce illicite d'armes sans autorisation, abus de biens sociaux et abus de confiance». Il est soupçonné d'avoir vendu en 1993 et 1994 pour plus de 500 millions de dollars d'armes, venant d'Europe de l'Est, au régime angolais, sans avoir reçu d'autorisation officielle des autorités françaises.

Pas d'avenir en Bretagne sans pouvoir politique

Alors que la rentrée des classes montre comme chaque année la progression des classes bilingues des trois filières, un des outils essentiels de la diffusion de la langue, mais aussi de la culture et de la construction d'une conscience nationale, la télévision, montre des signes de faiblesse.

Ne parlons même pas de France 3. Celle-ci n'a de chaîne «régionale» de service public que le nom. L'annonce de la réduction des programmes bretons de la seule véritable chaîne bretonne, TV-Breizh, qui perd de fait une partie de sa raison d'être, ne peut être que déplorée par tous les défenseurs d'une Bretagne debout et bilingue. Que ce soit pour la Bretagne et pour les salariés de la chaîne dont les emplois sont directement menacés.

Les premiers responsables en sont bien sûr, les prétendus élus bretons et en particulier le comte De Rohan. Mais qu'attendre d'un président virtuel d'une région sans pouvoir et sans moyen, amputée de son territoire le plus riche économiquement.

Mais le plus responsable est ce que l'on appelle le mouvement breton. Comme d'habitude c'est l'Etat français qui est montré du doigt. Comme d'habitude ce fameux «mouvement» est incapable de s'interroger sur sa propre responsabilité.

La majorité de ces prétendus «dirigeants» bretons sont avant tout des couards complexes incapables de s'assumer en tant que breton, à l'inverse des catalans, gallois, écossais, basques, corses... Sauf en privé et souvent après quelques verres ou bien à l'étranger où ils partent dans des discours enflammés ou n'hésitent pas à entonner des slogans nationalistes. En Bretagne, par contre, il suffit de quelques subventions ou bien d'un poste au titre ronflant avec carte de visite ou bien d'une ou deux photos dans le journal local pour qu'ils se taisent. Surtout ne pas choquer. Surtout faire dans le soft, le mou, le politiquement correct, le médiocre.

Si comme le porte-parole de l'UDB on peut déplorer que la Bretagne à l'instar de la Catalogne, du Pays de Galles, de l'Euskadi... n'a aucun moyen audiovisuel mis en place capable de promouvoir nos langues (n'oublions pas le gallo), notre culture... A qui la faute ? Sinon au mouvement breton !

Ces différents peuples n'ont obtenu ces outils que grâce à des luttes, souvent violentes (rappelons l'épisode du sacage d'un studio de la BBC par 400 militants gallois) et surtout la prise de conscience que seul le terrain politique et l'unité stratégique permettaient d'obtenir une avancée. Tant que nous ne ferons pas au moins 5% des voix sur l'ensemble de notre territoire national l'Etat français et ses partis se moqueront éperdument de nos revendications.

Aussi comme le dit l'UDB, dont nous sommes heureux de constater qu'elle reprend notre terminologie, pas de TV bretonne sans pouvoir politique breton ! Mais est-ce en cherchant une alliance avec les Verts français (Bretagne administrative ou Pays de Loire ?) après l'avoir menée (et la poursuite encore dans un certain nombre de mairies) avec le PSF, mais aussi le PCF et même le MDC, avec le succès que l'on sait ?

C'est aujourd'hui une question de choix. Soit celui du combat et de la confrontation politique à travers un discours clair qui ne soit pas un simple ersatz à la sauce vaguement bretonne des programmes français. Soit la poursuite du train-train ronflant des beni oui-oui dont l'issue est la mort de la Bretagne.

A nous de choisir. Mais pitiez ayez la décence d'arrêter de vous plaindre. Ou au moins faites le en silence !

213

sommaire

- p 4 : Kerzhadeg frankizoù Breizh
- p 5-6 : Lame de fond contre le parc marin
- p 7 : Hent an argant
- p 8 : Berr ha berr
- p 9-10 : L'impasse culturaliste
- p 11-14 : Télé identitaires
- p 16 : Prizonidi
- p 17 : Le vrai visage de la République
- p 18-19 : Etrebroadel
- p 20-21 : Sevenadur
- p 22 : Deizataer

éditorial

KERZHOUT PE MERVERL

Plijus ha dipitus war an dro. Setu ar pezh a c'haller soñjal diwar-benn eil Kerzhadeg Frankizoù Breizh, bet aozet e Gwened d'an 13 a viz Gwengolo.

Warlene e oa bet laouen aozerien ar Gerzhadeg. Evit ar wech e oant deuet a-benn da strolañ kalzik a dud, ha kalzik a aozadurioù, lakaet holl asambles evit difenn frankizoù ar vro. Ar bloaz-mañ, avat, eo bet un afer all. Un 200 bennek a dud zo en em gavel evit kerzhout etre Aradon ha Gwened, dindan an heol tomm-berv, pep tra a oa bet aozet gant ar gevredigezh Bemdez, a renn ur stourm lec'hel diazezet mat e Gwened.

Atav ar memes re

A-hed an hent o deus bet tro ar valeerien da paouez meur a wech evit selaou ouzh prezegennoù ar stroladoù a oa deuet. Argad ar Yaouankiz, CBIL, SLB hag all o deus bet tro neuze da embann o savboent, ha da zisplegañ petra eo ho stourm hag ar c'hudennou a fell dezho diskoulmiñ. E-touez ar prezegennoù ez eus bet ivez hini Klaod an Duigou e anv ar C'HARB (komiteoù enep gwaskerezh), o tisplegañ pegen mantras e oa stad an traoù da geñver prizonidi bolitikel Breizh. Emaomp e vanifestiñ evito ivez, emezañ, hag e vo ret deomp kenderc'hel a-benn daou, tri pe bemp bloaz zoken. Kement-mañ o tiskouez an hent deomp : adembann ez eus prizonidi bolitikel peogwir ez eus ur gudenn bolitikel e Breizh, ha n'eo ket nemet un istor gwiriou mab-den da vezañ doujet. Nerzh ar gerzhadeg zo ivez bodañ tud disheñvel evit kerzhout. Setu e oa izili stroladoù politikel o kerzhout e-kichen izili SLB, met ivez Eugène Riguidel ha Dom Duff, soner gitar a Vro Leon, ha Jean-Loup le Cuff, patr Sant Albin. Da genver stroladoù politikel e oa tri : Emgann, UDB (un ezel gant ur banniel) ha CBIL. Sañset e oa UDB broadel da c'hervel d'ar gerzhadeg, met n'int ket

deuet peogwir o doa aon bezañ taget gant tud Emgann. Abeginn zo mat, met gwelloc'h eo ober. Ha memes tra evit an holl c'hevredigezhioù o doa galvet. Porak n'o deus ket kaset muioc'h a dud? Dav vo d'ar Vretoned, pe d'ar re a embann e kaozeont e anv pobl Vreizh diskenn eus o zourioù alaouret evit en em veskañ un tammig muioc'h gant ar re stourm bemdez evit ma chomfe bev an emskiant vroadel. Rak da betra servij mont da gabaliñ evit an dilennadegoù ma n'omp ket gouest da vont war an dachenn da zisplegañ hon mennozhioù d'ar Vretoned? Ne oa ken mat sell ouzh pennoù an dud a oa e pourmen e Gwened pa oamp ni e vanifestiñ : evit lodenn vrasañ deus outo e oamp evel tud e tont eus planedenn Veurzh!

Ar gerzhadeg zo echeuet e-kichen porzh Gwened, evel ar bloaz paseet, hag ez eus bet kinniget a bep seurt abadennoù evit klozañ an traoù : pezhioù-c'hoari ber, sonerezh elektronek gant Le Fils de Mado ha metal gant Operarcanes, ur strollad eus Sant Brieg a gan e brezhoneg nemetken. Ar memes deiz eo bet aozet ivez ur gerzhadeg e Okitania, savet war batrom hini Breizh.

Tennañ kentel evit mont war-raok

Ma ranker tennañ kentel eus ar gerzhadeg eo ret bezañ sklaer : Kerzhadeg Frankizoù Breizh a zlefe kenderc'hel peogwir eo un doare da vodañ tud n'int ket boaz da genlabourat. Ma tivizer mont war an dachenn bolitikel, embann mennozhioù start met sklaer, n'eo ken mat un diskoulm : kregin en-dro gant ar Gerzhadeg evit Breizh dizalc'h. Marteze ne vimp ket niverus-tre (ha c'hoazh, da welout). Da nebeutañ e vimp gouest da embann krenn ha krak mennozhioù an tu

Klaod an Duigou

Nous sommes rassemblés ici, à l'occasion de cette Marche des libertés bretonnes, devant le palais de la justice française.

Cette justice française qui vient de refuser, une fois de plus, la remise en liberté de prisonniers politiques bretons, Kristian Georgeault, Paskal Laizé et Gaël Roblin. Tous trois vont bientôt atteindre les quarante et un mois de détention « provisoire ». La décision concernant Jérôme Bouthier, qui atteindra, lui, les deux ans de détention « provisoire » fin septembre, sera rendue lundi 15 septembre. Il n'y a aucune raison objective de penser qu'elle puisse être satisfaisante.

Mardi 16 septembre, c'est normalement au tour de Stéfian Philippe, bientôt quarante et un mois de détention « provisoire » lui aussi, et d'Alain Solé de voir leur demande de mise en liberté examinées par la Chambre de l'Instruction de la Cour d'Appel de Paris. Là encore, nous savons qu'il n'y a rien à attendre, sinon leur maintien en détention. Alain Solé, arrêté le 1er octobre 1999 par la police politique française D.N.A.T., va donc « boucler », c'est vraiment le terme qui convient, sa quatrième année de détention « provisoire ».

Le procès de l'affaire de Pleyvin est encore repoussé : l'an dernier, un militant basque qui serait impliqué dans cette procédure a été arrêté. Le procès du dossier « Attentats 1993-2000 » serait prévu pour février 2004. Ce dossier comprend la magique, tragique et toujours très mystérieuse « Affaire de Quévert » qui servira de prétexte pour infliger des condamnations particulièrement lourdes, nous devons nous y attendre et nous devons donc déjà nous y préparer. C'est pourquoi nous manifesterons encore ici l'an prochain, dans deux ans, dans cinq ans, pour exiger la libération des prisonniers politiques bretons.

LAME DE FOND CONTRE LE PARC MARIN

Faute d'une législation adaptée, le projet de parc marin en mer d'Iroise prend du retard. C'est ce qu'on a appris mi-septembre. Une nouvelle occasion de faire le point sur ce véritable serpent de mer, alors que deux autres projets identiques, en Corse et en Guyane, sont abandonnés depuis longtemps.

Douze ans que le projet traîne dans les cartons. Cinq préfets qui se sont penchés sur le dossier. On n'est donc plus à un an près. C'est le 16 septembre que le préfet du Finistère a annoncé la nouvelle : l'enquête publique, qui aurait été le véritable point de départ du projet, est repoussée d'un an. Cause de cet incident : le fait que le projet est contraire à la loi. Il aura donc fallu douze ans pour s'en rendre compte. On se souvient en effet que les "acteurs locaux" avaient exigé d'être associés au projet. Et c'est là que ça coïncide : une loi de 1960 s'y oppose. Il semble donc urgent d'attendre afin de disposer du cadre législatif adéquat avant de poursuivre l'aventure. Alors, report ou abandon pur et simple du projet? Difficile à dire pour le moment, même s'il y a fort à parier que Roselyne Bachelot fera tout pour que le projet aboutisse.

Un vieux projet et quelques ministres

Le projet de parc marin "national" d'Iroise date du début des années 1990. A l'époque, il était envisagé comme un prolongement du parc régional d'Armorique. Le parc marin ne pouvait être que "national" puisque la mer est sous la responsabilité de l'état (souvenez-vous, l'Erika et le Prestige). La procédure est lan-

cée de manière officielle lors d'une visite de Dominique Voynet à Brest en 1998. Le projet ressurgit en 2001 lors d'un conseil interministériel à Limoges en 2001. Puis, silence radio pour cause d'élections... Jusqu'à l'arrivée de Roselyne Bachelot, spécialiste incontestée de l'environnement, qui semble particulièrement attachée au projet. Avec, en vue, un probable projet de loi concernant les parcs marins, visant notamment à en changer la procédure de création. Les habitants des îles et du littoral n'en demandaient pas tant!



Interdit d'interdire?

Parmi les craintes les plus souvent exprimées par les opposants au projet, le fait de savoir si la création du parc se traduirait par de nouvelles interdictions est au coeur du problème. Voilà ce qu'on sait à l'heure actuelle.

Il n'y aura a priori pas de contraintes nouvelles, notamment au niveau communal, où les maires gardent leurs prérogatives. Si le parc était créé, l'état serait tenu d'agir en concertation, notamment avec les maires et les usagers. De même pour la pêche à pied, qui resterait sous le contrôle des pré-

fets. Par ailleurs, selon le chargé de mission du parc, les communes n'auraient pas obligation d'adhérer au parc.

Le parc ne pourrait rien imposer non plus aux agriculteurs. La structure ne dispose en effet que d'un pouvoir contractuel, et non réglementaire. Quant aux gardes, même si les textes le prévoient, il semblerait qu'ils ne seraient pas armés. Pour comparaison, il faut savoir que les parcs terrestres comptent en moyenne un cinquantaine de gardes.

Concernant le conseil d'administration, il serait divisé en trois parts égales : un tiers à l'état, un tiers d'élus locaux, et un tiers d'usagers et d'associations locales. Pour les communes concernées, la représentation serait la suivante : trois représentants pour les

trois îles (Molène, Ouessant et Sein). Soit un représentant pour 500 habitants. Six représentants pour les 31 communes littorales (un représentant pour 1.000 habitants) et un représentant pour la communauté urbaine de Brest (environ 200.000 habitants).

Et combien coûterait cette merveille ? Difficile à dire, vu qu'il n'existe aucun parc marin pour l'instant. D'autant plus qu'aucun chiffre officiel n'a été publié pour le moment. Si on se base sur les budgets des parcs terrestres, on approche des sept millions d'euros. Sachant que ce budget est intimement lié à des obligations claires (contrats d'objectifs), et que le parc pourrait aussi bénéficier de financements européens.

A l'heure actuelle, il semble clair que si les promoteurs du projet souhaitent le faire accepter par les populations concernées, ils auront intérêt à faire de grands efforts d'explication et d'ouverture afin que ceux qui subiraient le parc ne se sentent pas enfermés dans une réserve. Rendez-vous dans un an...

N.C

Pour en savoir plus

Mission du parc marin de la mer d'Iroise
2, place du 19^e RI
29200 Brest
<http://iroise-parcnational.gouv.fr>

Pour :
Association de défense du projet de parc marin
02 98 89 19 17
soutien.parc.iroise@free.fr

Contre :
ADVILI
Corniche du Dreilac'h
29217 Le Conquet
Fax : 02 98 44 14 61

UN SÉNATEUR UMP INVENTE LA ROULETTE RUSSE MARITIME

La Bretagne sera ravie d'apprendre que l'Etat français est bien parti pour lui démanteler ce qui reste de sa filière maritime. En effet, une commission sénatoriale emmenée par un avocat UMP de la Charente, Henri de Richemond, a déposé le 28 mars dernier un rapport sur lequel l'état français et la presse aux ordres se sont bizarrement fait bien discrets en pleine pollution du "Prestige".

Ce très intéressant rapport ne propose pas moins de créer un RIF (Registre International Français) ce qui permettrait notamment aux armateurs "l'emploi de marins non communautaires par le biais de sociétés de placement (manning), conformément au droit français".

En sus, le fameux rapport, outre les dites dispositions, préconise aussi que "l'autorisation d'exploiter dans les eaux internationales des casinos doit être accordée pour permettre aux navires sous pavillon national d'être aussi compétitifs que les autres" proposition immédiatement complétée par celle demandant "l'autorisation de jeux sur les ferries inscrits au registre Métropolitain".

Traduction pour les

non-initiés : créer clairement dans l'hexagone un pavillon de complaisance remplaçant celui des îles Kerguelen (95% de la flotte "française") avec des marins venant de pays exotiques où les conditions sociales sont tout aussi exotiques, et où les salaires sont en moyenne inférieurs de 40% aux normes hexagonales. Ces marins allant dans le meilleur des cas ensuite dépenser leurs pratiques dans des casinos-bordels croisant au large de nos côtes.

Bien entendu, les marins bretons, composant une part importante de la main d'œuvre maritime hexagonale, pourront aller se faire voir chez les phillipins pour trouver un embarquement, et cela achèvera le secteur de la navigation de commerce en Bretagne tout en favorisant l'esclavage humain et surtout les risques de marées noires. Car au jeu de la roulette russe des navires poubelles menés par des marins-esclaves de 50 nationalités différentes, c'est bien connu la Bretagne est rarement gagnante.

F.L

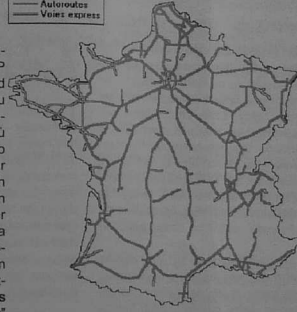
Pour consulter les meilleurs morceaux du par trop méconnu rapport : www.armateurs-de-france.org/news/pdf/157.pdf

HENT AN ARGANT

Reuz bras e Breizh e vez Gwengolo : ur raktres a oa e vefe lakaet an dud da baeañ evit mont war hentoù tizh ar vro. Gant tout an trouz zo bet e seblant ar raktres baeañ lakaet da gostez. En ur c'hortoz e tistrofe...

An DATAR e penn an traoù

— Autoroutes
— Voies express



Piv en deus komzet ? Ur c'hannad UMP eus ar Mor-Bihan, Gérard Lorgeoux e anv. Diouzhtu ez eus bet klemmoù a-berzh an holl strolladoù politikel. Emgann en o zouez, evit diskuliañ ar raktres. Anat eo evit an holl e lakafe Breizh en arvar, dreist-holl pa ouzer e tro muioc'h-mui Europa war-zu ar reter. E gwirionez n'eo ket nevez-flamm ar mennozh. En nevez-amzer, pa oa bet kaoz eus ar raktres TGV "Kornog" (gouzout a rit, evit ma c'hallfemp tastaat eus Pariz. Ah, Pariz!) hor boa klevet kaoz eus un tailh war an hentoù tizh. Douget e oa ar raktres gant an DATAR, hag e felle dezhañ e vefe kempouezet an traoù, ha kalonekaet implij an hentoù houarn. Fentus a-walc'h, pa ouzer emañ ar gouarnamant o klask diskuliañ diorren an hent houarn evit ar c'hirri-samm e kreistezi ar stad-c'hall. De Rohan, hon mestri muiañ kare a oa plijet ivez gant ar mennozh, dreist-hol peogwir e ouie e vanke argant evit ma kendalc'hfe istor an TGV.

Breizh a-bezh a-enep

Evel-just n'eo ket bet pell an dud a-raok sevel a-enep. En o zouez, sindikad ar vlenerien kirri-samm, dre ma oa bet kaoz e vefit lakaet da baeañ, ar pezh n'eo ket bet kinniget c'hoazh d'ar re a vlen kirri. Hervez ar sindikad eo anat e lakafe ekonomiezh ar vro en arvar, o c'houzout emaepp pell eus kreizennoù ekonomikel Europa (un dibab politikel eo, anat deoc'h). Ma vefe asantet ar raktres e talvezefe evit hol hentoù tizh ar stad-

c'hall, met evit Hervé Le Jaune, dileuriad FNTR (fédération nationale des transporteurs routiers) e Breizh : "Forzh peseurt strategiezh a vefe er stad-c'hall e vo respontet nann ha nann adarre e Breizh" emezañ. O c'houzout e oa bet dibabet e vefe digoust hentoù Breizh pa oa deuet de Gaulle da Gemper e 1969. Evit tud all eo ken sklaer an traoù : ken goull eo godelloù ar stad ken e klask tapout argant e pep lec'h. Rak e teer kaout soñj : e 2000, e oa bet prometet 12 milion lur da Vreizh evit he hentoù... an argant zo bet implijet e rannvro Pariz I (gwelout Le Télégramme, 1añ a viz C'hwevrer 2001)

Ma'z eo sioulant an traoù evit poent e teer chom war evezh memestra. Saisset eo ar gouarnamant en em vodiñ e-pad ar goañv evit kaozeal eus seurt raktresoù. Evidomp-ni eo anat : klemm a-enep da zivizoù diboeal Pariz zo brav. Memestra e vefe poent dihunifñ : pa'n em gaver gant ur stad evel-se ne chom ket kalz tra da ober, nemet stoum er vro evit ma c'hallfemp dibab hon dazont.

E-KEIT-SE EMAN KONK-KERNEV E VERVEL

Pevare e paouez? Tamm ha tamm e teu da vezañ bihano-c'h-bihanañ an niver a vagoù da greiz a gaver e porzh Konk-Kernev. Teir bag zo bet kollet warlene, goude bezañ bet gwerzhet d'ar spagnoled gant Nicot (liammet ouzh Intermarché). Memestra gant Dellhemmes, en deus kaset teir bag d'ar Gelveneg e penn kentañ 2003. Hervezo eo re ger labourat e Konk-Kernev, hag e c'hallfe Nicot skarzhañ ar seizh bag a chom gantañ. Gwelloc'h eo d'an armatourien mont da borzhioù all evel An Oriant pe Ar Gelveneg, lec'h ma'z eus tu da gaout bagoù gant 7 den, e-lec'h 9 e Konk-Kernev.



Ne seblant ket gwall vrap an dazont : dindan 10 vloaz en deus Konk-Kernev kollet 23 bag (40 a-raok, 17 nemetken bremañ). Evit pezh a sell ouzh an enkant e oa 30.000 tonenn pesk e 1995 ha 17.000 ar bloaz paseet. P'emañ Brusel e kenderc'hel da c'houllenn muioc'h a strivoù e c'hallfe Konk-Kernev dont da vezañ evel Douarnenez : ur porzh hep bagoù. Ar re nemeto a zeu a-benn zo ar re a ya da besketa sardin, ton ha genougamm. Gant ma pado...

→ **STMicroelectronics -Rennes : on ferme**

La direction du groupe STMMicroelectronics a confirmé l'arrêt d'activité de l'usine de Rennes en mars 2004. Selon les syndicats qui défendent le personnel, une action en référé devrait avoir lieu, puisque l'entreprise n'a pas tenu compte de la réglementation en vigueur, en ce qui concerne notamment le plan de restructuration. L'entreprise emploie 465 salariés (censés être reclassés en interne) ainsi que 110 intérimaires. L'état français est actionnaire de l'entreprise à hauteur de 17%, au travers de France Télécom et du CEA.

→ **Europe : proposition pour les langues minoritaires**

Le Parlement européen a adopté le 4 septembre 2003 une résolution invitant la Commission européenne à présenter, avant le 31 mars 2004, une proposition législative sur les langues européennes régionales et moins répandues, dans le contexte de l'élargissement et de la diversité culturelle. Cette résolution, proposée par le parlementaire italien Michel Ebner, a été adoptée par 431 voix (30 contre et 23 abstentions). Le texte de cette résolution est accessible par le lien suivant : <http://www3.europarl.eu.int/omk/omnsapir/so/calendar?APP=PDF&TYPE=PV2&FILE=p0030904FR.pdf&LANGUE=FR>

→ **Nucléaire : besoin d'information**

Le ministère de la défense a annoncé le 4 septembre la mise en place de commissions d'informations du public sur "l'impact des activités nucléaires de défense sur la santé et l'environnement." Parmi les huit sites concernés, on retrouve celui de l'île Longue. On peut néanmoins se poser la question de la partialité de ces commissions, qui seront présidées par les préfets. Les deux priorités affichées sont l'information du public sur les conséquences "éventuelles" des activités nucléaires sur la vie quotidienne, ainsi que la publication de bilans de sûreté des sites, des rejets et des me-

sures prises pour en réduire l'impact.

→ **Le conseil culturel fait sa rentrée**

Le conseil culturel de Bretagne a effectué sa rentrée le 13 septembre à Amzer Nevez. Rappelons qu'il fédère près de cinquante associations et fédérations autour du développement et de la promotion de la culture bretonne. Mais selon ses responsables, cet élan n'a pas suffisamment d'écho auprès des élus.

"Cette année, nous avons réussi à faire descendre dans la rue près de 20.000 personnes, lors des manifestations de Rennes, pour la défense de la langue bretonne, puis de Nantes pour l'unité de Bretagne. Or, nous sommes toujours confrontés à l'autisme du gouvernement", commentent-ils, dénoncent-ils. Et ils se demandent toujours comment imposer leurs revendications, à savoir : le respect des droits linguistiques et de la diversité.

Et les projets? "Nous devons mettre en place les outils nécessaires pour expliquer et populariser nos actions et leurs enjeux", dit Patrick Malneu, président du conseil culturel. Reste à trouver comment.

→ **Div Yezh : mont pelloc'h**

3243 bugel zo enskrivet er skolioù publik divyezhek ar bloaz-mañ. Da lavaret eo ez eus 299 bugel ouzhpenn keñveriet gant ar bloaz paseet. Deuet eo a-benn Di Yezh da zigeriñ daou glasad nevez e Kastell Nevez hag e Plouzane. Met daou lec'h all zo bet nac'het : Sizun ha Bruz. Souezhet eo Paol Molac, prezidant Div Yezh, dre ma oa 26 bugel enskrivet e Sizun. Ouzhpenn ez eus kudennou, dre ma vank erlerc'hidi er Mor-Bihan hag en Il-ha-Gwilen. Kenderc'hel a ray neuze Div Yezh da stourm evit ma vefe digoret 24 c'hlasad divyezhek bep bloaz, hag evit ma vefe stummet 50 skolaer ar bloaz.

→ **Dihun : memestra**

376 bugel zo ouzhpenn er c'hlasoù divyezhek katolik. Deuet eo a-

benn ar gevredigezh da zigeriñ daou lec'h nevez, e Logonech ha Josilin. Dizingal eo ar c'hresk, memestra. Da skouer ez eus + 18% er c'hentañ derez er Mor-Bihan, o c'houzout ez eus bet nac'het digeriñ muloch a bostou, hag en em gav ar skolaerien gant klasadoù bras. Hervez Yannig Baron ez eus youl kontrol gant lod vrasañ ar re a ra war-dro ar skolioù, dreist-holl e Penn ar Bed hag en Aodou an Arvor. Evit pezh a sell ouzh an eil derez e kav divalav ne vefe ket bet tizhet ar parder eurvezhioù kelenn er Mor-Bihan, daoust d'ar redioù bet embaneret er Journal officiel.

→ **Communiqué des Etats de Bretagne**

Devant la montée brutale des nouveaux impôts et augmentations des taxes diverses, l'association États de Bretagne rejette en bloc tout impôt non accepté par les Bretons. Nous tenons à rappeler que la France est dans une situation complètement illégale vis-à-vis de la Bretagne en droit public international. Aucun impôt, cotisation, taxe et autre TVA, ne peut être appliqué en Bretagne, sans l'accord des Bretons.

Pour tout renseignement : Hervé Le Bevilion 06.11.48.96.07

→ **Pays bigouden : 14 jours sans eau**

Suite à la canicule du mois d'août, l'eau n'a pas été potable dans le Pays bigouden entre le 4 et le 13 septembre. A vrai dire, elle est même devenue toxique, pour cause de prolifération d'algues. Si l'explication de la canicule a satisfait la SAUR et les élus, tout le monde n'y croit pas. Deux associations, S Eau S et Eaux et Rivières de Bretagne ont ainsi rappelé quelques vérités : "Les mesures prises pour lutter contre la pollution sont très insuffisantes et les discours de la reconquête de la qualité ne sont que poudre aux yeux." Les deux associations ont notamment conseillé aux bigoudens de s'inspirer de l'exemple des habitants de la région de Guingamp, où le distributeur a été contraint à rembourser le prix de l'eau minérale consommée pendant la durée où l'eau n'était pas potable.

L'IMPASSE CULTURALISTE

On désigne généralement par culturalisme un courant particulier de l'anthropologie nord-américaine qui considère le fait culturel comme essentiel dans la formation d'une société et de la personnalité des sujets qui la composent. Ce point de vue semble repris par un certain nombre de défenseurs de la culture bretonne. S'il ne s'agit pas, dans ce qui suit, de nier le désintéressement ou la sincérité de ceux qui ont choisi de militer sur le plan culturel, on s'attachera toutefois à contester le caractère essentiel, voire holistique, accordé par certains d'entre eux à la culture au détriment d'autres paramètres comme l'économique, le social, ou le politique. On mettra également l'accent sur le tour de passe-passe très politique qui en découle.

La culture comme refuge face à la politique

On observe dans la mouvance culturaliste bretonne quelques parcours singuliers parfaitement réparables. Ainsi en va-t-il par exemple de cet éternel comitard concierge d'un Front Culturel tombé en décrépitude par simple péremption, VRP d'une association zombie mais toujours culturelle bien sûr, même si elle alliait une logomachie de défroqués marxissants à une mystique autogestionnaire de supérette. Le même peut très bien plonger ensuite dans les eaux troubles d'un Comité (encore un !) républicain (cette fois !) de rencontre (comme d'habitude !), dont la clarification politique stationne en file d'attente sur une voie de garage.

Ce type de vagabondage idéologique rassemble souvent les déçus du socialisme, ou plus précisément de la version issue du Congrès d'Epinay, autrement dit, putréfiée par l'infection sociale chrétienne. Il en résulte chez ces croisés déçus un sentiment de componction comme s'ils identifiaient la politique au péché. Ils s'agglutinent alors dans l'essaim du culturalisme avec les adeptes du vieil adage "na ruz na gwenn", à qui la niche culturelle offre le sésame du

réfugé de la droite et de la gauche, notions purement françaises comme ne laissent de déblatérer ces dinosaures. La culture ou le miracle des Noces de Cana sur la politique

Mais ce rétrécissement sur la sphère culturelle ne relève pas du domaine de la contingence, loin de là ! Les culturalistes ne sortent pas du néant. Formés dans une ambiance chrétiennement climatisée, ils ont souvent milité dans le milieu associatif ou syndical c'est-à-dire à la CFDT dans 99,5% des cas. Dans cette der-

Dans le domaine culturel, on se gardera de croire, comme certains culturalistes illuminés, que les associations bretonnantes représentent le nec plus ultra du progrès social et le prémisses d'une nouvelle société émancipatrice !

nière, ils ont humé cette atmosphère sociale totalisante qui y fut un temps promue sous le nom d'autogestion.

Pur avatar de la morale sociale de l'Eglise, cette utopie démarquait, sous une variante édulcorée par le boy scoutisme soixante-huitard, une forme de système corporatiste dont des versions "hard" furent mises en place dans l'Italie de Mussolini, l'Etat Français de Vichy, le Portugal de Salazar et l'Espagne de Franco. En outre en ex-Yougoslavie, le package social de l'autogestion s'était bien adapté au rôle dirigeant du parti avant de démontrer finalement sa grande faiblesse à être soluble dans l'hémoglobine. Comme l'ensemble de la mouvance catho dite "progressiste", comme les batraciens de la "démocratie" chrétienne, les culturalistes cherchent depuis un bon moment à rénover la façade en transmutant le vieux système corporatiste d'Etat, objectivement en faillite, en un corporatisme dit d'associations. En ces temps de désengagement de l'Etat imposé par le dogme libéral, cette mue politico-sociale parvient à cristalliser un consensus qui transcende les clivages politiques. Cela prouve bien que la colonisation du premier parti de la gauche par les sociaux chrétiens découlait d'une stratégie d'OPA mûrement réfléchie !

Cet effacement apparent du politique est en fait la marque patente d'une pensée totalitaire : ne vise-t-elle pas en effet à combattre toute opposi-

tion et à promouvoir le consensus absolu lequel doit anéantir le mal suprême, la griffe du Diable sur le monde : la lutte des classes ? Qui n'a pas en tête le lancement de ces associations de placement de chômeurs, avec un permanent en reclassement du syndicat fondé en 1964 ? Elles ont bien mérité du dynamitage de l'ANPE et des sacro-saints objectifs de baisse de la masse salariale chers au patronat, notamment en mettant les chômeurs en concurrence entre eux ! Dans le domaine culturel, on se gardera de croire, comme certains culturalistes illuminés, que les associations bretonnantes représentent le nec plus ultra du progrès social et le prémisses d'une nouvelle société émancipatrice ! En effet qu'on coupe les subventions et le résultat est garanti ! L'Etat aurait-il donc disparu ? Foutaises !

La culture comme machine de guerre contre le mouvement politique ou social breton ?

Car c'est bien là le problème, les culturalistes dans leur grenouillage jouent souvent les prudés ou les difficiles comme s'ils voulaient faire obstacle à l'émergence d'un mouvement politique et social d'importance en Bretagne ! Ces gens là agissent-ils persuadés qu'ils sont, de la supériorité de leur projet qu'ils affichent souvent comme "pragmatique" (c'est à dire recueillir des subventions) ? Ou alors sont-ils instrumentés par les politiques en place sur le créneau nécessaire à l'élargissement de leur base électorale ? A chacun son idée ! De toute façon, le résultat est le même !

Autre exemple : face à la clarification fonctionnelle apportée par le SLB, les amicales d'enseignants de breton peuvent-elles continuer à prétendre incarner la défense d'une revendication culturelle sans poser explicitement celle de l'outil de travail et de l'amélioration des conditions de travail des salariés concernés qui, soit dit en passant, est aussi liée à la lutte plus générale et interprofessionnelle des autres travailleurs ?

La culture comme racisme "politiquement correct"

Disqualifiée par l'Histoire, anéantie par l'horreur de l'holocauste, la discrimination basée sur des arguments biologiques, sur la supériorité raciale, sur la pureté génétique apparaît très difficile à afficher, sauf chez les fous furieux nostalgiques de l'idéologie nazie. En revanche, la discrimination politique envers le culturel permet de rester politiquement correct. Car c'est bien derrière ce bouclier qu'agit le front jacobin qui va de la

Nos culturalistes ne peuvent pas réagir de façon plus générale non plus parce que leur conception des choses les a conduits à une délégalation de pouvoir totale aux élus des différents bords.

Libre Pensée trotsko-talibane au national-chevènementisme, en passant également par certaines sociétés dites philosophiques qui, si elles ne se gargarisaient pas d'être "républicaines", rappelleraient plus rapidement les Frères Musulmans ou autres groupements fondamentalistes. Soit dit entre nous, elles nous les rappellent furieusement quand bien même la gandoura et le turban sont, chez elles, intentionnés ou fondus dans l'évanescence des symboles.

Quand la culture sent le culuel, elle pue !

Nos culturalistes peuvent-ils vraiment s'en tirer sans poser le problème sur le plan politique ? Répondre en argumentant sur l'atteinte aux Droits de l'Homme, texte qu'on a réduit à l'aliénation culturelle, est plutoyable surtout par le misérabilisme qui s'en exhale et rappelle les psaumes des associations caritatives et ce masochisme existentiel qui inspire les

fans de la crucifixion permanente transformée en psychothérapie de groupe ! Sans doute les Droits de l'Homme sont-ils pour eux à saucissonner, car rares sont les purs et durs du culturalisme à en demander l'application aux prisonniers politiques bretons. Il est vrai qu'ils ont déjà condamné nos compatriotes par leur manière de vouloir expier l'attentat de Quévert en faisant pénitence d'action ! Nos culturalistes ne peuvent pas réagir de façon plus générale non plus parce que leur conception des choses les a conduits à une délégalation de pouvoir totale aux élus des différents bords. Leur respect religieux des institutions se nourrit en effet de leur formation paulinienne "il n'est de pouvoir qui ne soit institué par Dieu etc..." Et si certains d'entre eux se déclarent par ailleurs Républicains, c'est moins par conviction que parce qu'ils se montrent en fait fidèles à leurs ancêtres idéologiques qui obéissent à l'ineffable Léon XIII en effectuant leur "ralliement" ! Il n'empêche qu'un avis du Conseil d'Etat est politique ou il n'est pas ! Les mortifications collectives sont opérantes face à ces oukases et c'est bien en rejoignant et en renforçant le mouvement politique breton qu'on se donne les moyens de réagir et de combattre !

L'amorce d'une prise de conscience ?

L'Ouest France du 15 septembre nous rend compte d'une assemblée plénière d'un des piliers du culturalisme breton ! Certains s'y étonnent d'être "en mal d'écouter", "de constater le peu de réactions au niveau des institutions" ! Bref ! Seraient-ils donc dans l'impasse ? Devons nous être rassurés, quand la solution trouvée pour l'avenir passe visiblement par l'introspection, surtout celle qui consiste, non sans quelque souplesse et contorsions d'ailleurs, à se mordre la queue ! Espérons alors que la douleur engendrée, pour une fois, ne débouche pas sur des plaisirs troubles mais sur une prise de conscience salutaire !

Per Vari KERLOCH

ÉCRAN TOTAL À BREST

"Ne regardez plus la télé faite ça!" Ça pourrait bien être le slogan de Canal Ti Zef, télévision associative qui émet sur Brest. Rencontre avec un télé... pas comme les autres.

Peux-tu nous présenter Canal Ti Zef, télé associative qui émet sur Brest ?

Canal Ti Zef est une télévision associative brestoise qui a deux ans et ne diffuse pas en hertzien, mais uniquement dans des lieux publics. De cette manière, nous sommes totalement libres et autonomes par rapport à ce qu'on fait et à ce qu'on dit. Nous n'avons pas de comptes à rendre au CSA. Notre objectif, c'est de dire aux gens : sortez de chez vous, cassez votre télé, allez à la rencontre des autres. Ainsi, contrairement à d'autres télévisions associatives, notre but n'est pas d'émettre en hertzien.

Comment ce projet s'est-il concrétisé ?

A la base, nous avons commencé en diffusant Télé Bocal, qui est une télévision associative basée dans le 20^{ème} arrondissement à Paris. A la suite des projections, on organisait des débats. Suite à cela, nous avons pensé qu'il serait intéressant de créer une télévision locale. En avait-on les moyens ? On se les ait donnés. On trouve un caméscope modèle grand public, du matériel qui a 20 ans d'âge et qu'on nous prête et on se débrouille. Le projet est venu de la base, avec l'idée que résister, c'est créer. Il faut arrêter de critiquer TF1, et montrer que la télévision, c'est facile. Il n'y a pas que le Bigdii ! Si on pense qu'il faut changer le monde eh bien allons-y, faisons-le.

Puisque tu nous disais que vous diffusez vos émissions dans des lieux publics, où peut-on les voir ?

En Bretagne, on peut voir nos

émissions uniquement sur Brest, et bientôt à Landerneau. Vu que nous traitons l'actualité brestoise, nous ne cherchons pas à diffuser au-delà. Nous pensons que chacun doit essayer de faire la même chose à son niveau. Récemment, nous avons rencontré des gens sur Milizac qui veulent créer une télévision associative dans leur commune. Plutôt que de rediffuser nos émissions, nous les incitons à monter leur propre projet. Ils peuvent commencer comme nous, en diffusant Télé Bocal. Car au début, c'est difficile de faire une heure d'émission. En ce qui nous concerne, nous faisons entre une demie-heure et trois quarts d'heure par mois. Avant, nous avions des émissions très courtes, d'environ 5 minutes, c'est pour ça qu'on diffusait Télé Bocal en même temps. Nous incitons vraiment tout un chacun à faire comme nous, à créer sa propre télévision d'informations de proximité. Nous avons, par exemple, réalisé un sujet sur les arbres de la place Guérin, je ne pense pas que ça intéresse beaucoup les Nantais ! Nous avons quand même quelques sujets qu'on peut projeter ailleurs. Dans ce cas-là, on se déplace et on peut animer des débats. C'est comme ça qu'on était fin août dans les monts d'Arrée. On va aussi aller à Rennes, on est passé par Nantes. On va même aller jusqu'à Marseille. Si on nous invite, on est prêt à expliquer notre démarche. Le but est toujours le même : expliquer comment créer chez soi, récupérer des subventions et comment fonctionner. C'est comme ça qu'on partage les conseils que nous avons reçus quand on débutait.

Revenons au CSA. Est-ce que vous avez besoin d'une autorisation, est-ce qu'ils ont déjà entendu parler de

vous ?

Ils ne nous connaissent pas. Enfin, nous avons eu des articles dans Le Monde et Libération. Il y a peut-être quelqu'un au CSA qui découpe les articles de ces journaux. Vu que nous ne diffusons pas en hertzien, nous n'avons aucun rapport avec eux. La seule diffusion de ce type qu'on ait, c'est grâce au câble brestois, qui vient de nous acheter une heure d'émission.

Quels sont vos projets ?

On organise la deuxième nuit des télévisions associatives en novembre. Nous l'avons déjà fait l'année dernière, au niveau hexagonal. Deux télévisions s'étaient déplacées : Télé Bocal et Zalea TV. On avait aussi projeté des cassettes venant de Sans Canal Fixe, qui est à Tours. Cette année, c'est co-organisé avec le festival du film court de Brest, qui a comme invité l'état espagnol. C'est ainsi que ce sont les télévisions associatives de Barcelone qui seront invitées. Voilà donc le programme de la soirée qui aura lieu le 11 novembre : projections de films, débat et concert.

C'est la deuxième année que je te vois filmer les gens au festival du film de Douarnenez. Qu'est-ce que Canal Ti Zef vient chercher ici ?

L'année dernière on est venus comme ça, sans badge, incongnito. Mais avec la caméra. Résultat : un film de 15 minutes, refait du festival. Cette année, on a vu les choses en grand : on fait un journal quotidien de 30 minutes. On est venu à quatre caméras, avec un banc de montage et on diffuse le journal en vidéo tous les jours. Ça permet de nous faire

connaître, et de développer l'idée que faire de la télévision, monter des films, ça n'est pas réservé à une élite.

Ici, vous allez à la rencontre des gens pour les interviewer. Et sur Brest, quand vous allez à la rencontre des gens, ça se passe comment ?

Les personnes âgées hésitent à aller voir les émissions diffusées dans les bars, c'est pour ça qu'on est aussi diffusé dans une bibliothèque municipale et chez un coiffeur. Au bout de deux ans, les gens en ont entendu parler. En plus, depuis le mois de mai, nous disposons d'un local, d'une salle ouverte au public, et nous avons mis en place des permanences. Les gens nous connaissent, même s'ils pensent souvent que c'est Radio Ti Zef. Ils ont du mal à imaginer qu'une télé associative puisse exister. Ils sont aussi étonnés qu'on ait de si petites caméras : mais au Larzac, Canal + avait les mêmes !

Canal Ti Zef
19 rue Bruat
29200 Brest
tél : 02 98 43 49 65
Ouvert du lundi au vendredi, 16h - 19h.

canal.ti.zef@infini.fr
www.canal.ti.zef.infini.fr

Canal Ti Zef est diffusé dans les lieux suivants :

- Bar le Triskell, tous les 2^{èmes} mercredi du mois à 21h00.
- Coiffeur Kiffe Tifs, tous les 2^{èmes} samedi du mois en continu.
- Bar le Petit Montmartre, tous les 3^{èmes} mercredi du mois à 21h00.
- Bar le 421, tous les 3^{èmes} samedi du mois à 12h00.

Les amis de TV Breizh
Suite aux déboires de TV Breizh, un groupe de discussion s'est créé sur internet. Celles et ceux qui souhaiteraient le rejoindre doivent écrire à LesAmisDeTVBREIZH-subscribe@yahoo.com afin d'être inscrits.
Ce groupe s'est créé le 9 septembre et compte une quarantaine de membres, essentiellement des Bretons de Bretagne et

TV Breizh : les Bretons du monde arrivent...

L'une des émissions phares de TV Breizh à la rentrée s'intitule "Sur la route des Bretons". Elle est diffusée chaque samedi à 11 h 30, depuis le 6 septembre. Le concept ? Aller à la rencontre de bretons expatriés à l'étranger. Chaque samedi à 11h30, un reporter part donc sur les traces de Bretons. Sans commentaires en voix off, place est laissée aux émotions de nos voyageurs, à leurs joies et leurs peines, à leurs déceptions tout autant qu'à leurs heureuses surprises.

A cette occasion, TV Breizh lance un appel aux Bretons de l'étranger, afin que ceux-ci puissent faire partager leur expérience et démontrer le dynamisme et de ses habitants qui n'hésitent pas à tenter l'aventure à l'autre bout du monde. Voici les destinations prioritaires pour l'appel à témoin à lancer auprès des Bretons qui ont des amis, parents, enfants, expatriés : Etats Unis (New-York, Chicago, Los Angeles et la Californie), Egypte, Liban, Jordanie, Israël.

Faire parvenir les suggestions à :
Néfertiti Oust
Keroman
Base des sous-marins
56100 Lorient
Mail : btdm@free.fr

... Et Rozenn Milin s'en va

Lancée en septembre 2000, TV Breizh rentre dans sa quatrième année. Créée à l'origine pour diffuser essentiellement des programmes consacrés à la Bretagne et aux pays celtiques, la chaîne s'est progressivement transformée en mini-généraliste, une mutation qui trouve son aboutissement en cette rentrée 2003.

Au programme : des séries,

des fictions TV et du cinéma. La Bretagne est toujours présente à travers une heure de magazines le samedi et le dimanche (de 11h à midi), le journal Actu Breizh (chaque jour à 18h45 et vers 00h30) et les dessins animés doublés en breton (de 6h50 à 9h le matin). Les programmes "régionaux" connaissent donc une nette diminution. Destinés en premier lieu à la population bretonne, ces programmes ne sont reçus que par une infime partie du public visé : seulement 12% des foyers bretons reçoivent TV Breizh, qui n'est diffusée que par le satellite et une partie du réseau câble.

Durant les trois années passées, les dirigeants de TV Breizh ont multiplié leurs efforts pour obtenir des fréquences de diffusion hertziennes, qui auraient permis à la chaîne d'être diffusée gratuitement dans la majorité des foyers bretons, et aux programmes régionaux de trouver ainsi leur public. Devant le refus du CSA d'octroyer ces fréquences, à commencer par une fréquence sur la région nantaise en juillet dernier, TV Breizh doit revoir à la baisse sa politique de production et de diffusion de programmes régionaux.

Après 5 ans passés au service de TV Breizh (deux ans de préparation et trois ans en tant que Directrice Générale et Directrice des Programmes), Rozenn Milin a souhaité quitter la direction opérationnelle et devient membre du Conseil d'Administration de la chaîne, ainsi que Conseillère auprès de son Président Patrick Le Lay.

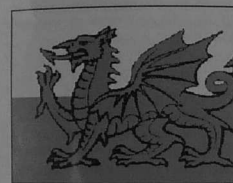
Lionel Buannic, présentateur du journal en alternance avec Christine Oberdorff, devient, quant à lui, rédacteur en chef. Etant bilingue, sa nomination sera sans doute interprétée par les téléspectateurs que le recentrage inquiétaient, comme la marque d'un attachement de la chaîne à sa couleur bretonne sur l'actualité économique, politique et culturelle.

Rozenn MILIN n'ont pas à rougir du travail accompli durant 5 ans.
Plusieurs chantiers sont étudiés :
- actions auprès du CSA et de l'Etat français pour demander la libération des fréquences hertziennes pour les chaînes régionales à l'exemple des grands pays européens modernes
- actions auprès des parlementaires bretons et des membres du CRB4
- projet de grille idéale de programmes.

DES PEUPLES, DES TÉLÉVISIONS

Ne pouvant émettre en hertzien, TV Breizh est en difficulté. Malgré tout ce que l'on peut en penser, force est de constater que Breizh informe ainsi régulièrement ses spectateurs sur le sort des prisonniers politiques bretons d'une manière très convenable. Dans ce contexte, il nous a paru souhaitable de voir ce qui se fait dans d'autres nations européennes. Et là, pas de doute permis : dès qu'il existe un minimum de volonté et de pouvoir politiques, tout est possible.

Pays de Galles



S4C : la chaîne publique de Pays de Galles (Sianel Pedwar Cymru - Channel Four Wales). Créée en novembre 1982.

La chaîne a été créée suite à la décision du gouvernement britannique de confier à une chaîne de plein exercice tous les programmes en gallois jusque-là diffusés sur le réseau public BBC1 ou le réseau privé ITV. Depuis, la programmation de la chaîne s'est étoffée et a évolué vers une véritable chaîne généraliste bilingue.

S4C a une obligation statutaire de diffuser une majorité de programmes en langue galloise aux heures de grande écoute (18 h - 22 h). Elle diffuse en moyenne 32 h de programmes en gallois, dont 10 heures sont fournis par la BBC au travers de ses obligations de production en langue galloise (Loi sur l'audiovisuel de

1990). Le reste de la programmation est fourni par des producteurs indépendants locaux.

La grille de programmation est composée de séries populaires, d'émissions de variétés, d'émissions sportives, de programmes musicaux, de journaux d'information, de jeux et de programmes jeunesse.

La chaîne est diffusée sur le réseau hertzien sur l'ensemble du Pays de Galles (3 millions d'habitants), S4C est également disponible depuis novembre 1998 sur le réseau numérique, S4C digital, sur l'ensemble du territoire britannique ainsi que sur le câble et le satellite (sur ces canaux sont diffusées 80 heures de programmes en gallois par semaine).

Le budget de la chaîne a été de 100,7 ME (140 Meuro) en 2001. 80% de ce montant est issu d'une dotation publique, allouée chaque année par le gouvernement britannique.

Audience : 6,3% en 2001 (11,9 % parmi les locuteurs en gallois).

Irlande



Il n'y a pas de chaîne "régionale" en Irlande mais compte tenu de la taille de l'Irlande (3,6 millions d'habitants en république d'Irlande), une chaîne de télévision de langue gaélique correspond en quelque sorte à une chaîne "régionale". TG4, chaîne du service public, couvre l'ensemble de l'Irlande et émet en grande partie en irlandais.

TG4 : la télévision publique en irlandais, créée en octobre 1996.

Face à la concurrence des autres chaînes disponibles en Irlande, le réseau audiovisuel public n'avait plus la possibilité d'augmenter la place de la langue irlandaise sur les deux chaînes du service public RTE 1 et 2. Il a donc été décidé par le gouvernement irlandais la création d'une chaîne consacrée à la diffusion de programmes en irlandais.

TG4 diffuse environ deux heures de production indépendante par jour, comprenant de l'information, du sport, des talk-shows, du divertissement, de la musique, des documentaires ainsi que de la fiction. Le reste de la grille est composé de programmes pour enfants, de films en VO sous-titrés, de la diffusion des questions parlementaires, de rediffusions, et de programmes en anglais. La

chaîne diffuse ainsi 13 heures par jour dont 6 heures en irlandais.

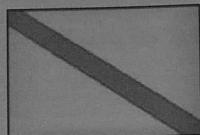
La chaîne est diffusée par voie hertzienne et est également disponible sur le câble. Elle dispose d'un budget de 30 M. Une subvention du gouvernement irlandais est allouée chaque année : en 2002 elle était de 21,8 M. Son audience est de 3,1 %.

La chaîne est diffusée sur le réseau hertzien sur l'ensemble de la Galice (2,8 millions d'habitants) mais également en numérique par satellite depuis 1997, couvrant ainsi l'Europe, l'Amérique du Sud et du Nord.

Elle est financée par le gouvernement de Galice et son audience est d'environ 19% (données 1997).

Pays basque

Galice



TV Galicia (TVG) : une télévision en galicien, créée en juillet 1985.

La chaîne de télévision galicienne a été créée suite à une décision du parlement du gouvernement autonome galicien créant la CRTVG, compagnie publique régionale de radio et de télévision, afin de lancer une radio et une télévision en Galice. Cette création est une conséquence de la loi de janvier 80, définissant la TVE (Télévision publique espagnole), et dont un des articles prévoyait que le gouvernement devait concéder aux régions la gestion directe de chaînes de télévision publiques.

L'objectif assigné à la chaîne est d'offrir une programmation en langue galicienne pour tous types de publics et promouvoir ainsi la culture et la langue galicienne, tout en développant la production régionale.

Depuis le tout début, la programmation de TVG repose principalement sur l'information et les programmes de flux (TVG diffuse environ 6600 heures, dont 1300 heures de programmes d'informations et 600 heures de sport). 58 % des programmes diffusés sont réalisés par la chaîne.

ETB-1 : chaîne de télévision du pays basque en euskara, créée en décembre 1982.

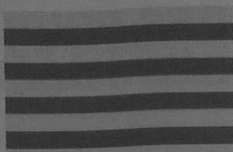
Le groupe de radiotélévision public, EITB, a été créé suite à une loi du parlement autonome basque en mai 1982. Les objectifs constitutifs de la chaîne ETB-1 étaient la diffusion d'informations, la promotion de la culture et de la langue basque. Le groupe est aujourd'hui constitué de quatre chaînes de télévision et gère également cinq stations de radio.

ETB-1 revendique une offre équilibrée composée de toutes sortes de programmes, accordant une place importante aux informations, mais diffusant aussi des magazines, des séries télévisées, du cinéma en euskara, des documentaires, des programmes de divertissement etc. Une attention toute particulière est portée aux programmes enfants et jeunesse, ainsi qu'aux sports. La chaîne émet 24 h/24, elle est diffusée sur le réseau hertzien et par satellite.

Le financement s'effectue par une dotation pluriannuelle du gouvernement autonome, négociée dans le cadre d'un contrat de programmes pour l'ensemble du groupe EITB (88,5 M en 2002).

ETB-1 a une audience dans le Pays Basque de 5,4 % (chiffre 2002).

Catalogne



TV3 : la chaîne publique de la Catalogne, en catalan, créée en octobre 1983.

Le parlement de Catalogne a créé par une loi le groupe de radiotélévision publique (CCRTV : Corporació Catalana de Ràdio i Televisió) dont dépend la chaîne principale TV3 émettant en catalan. Le groupe gère également deux autres chaînes de télévision (El 33 et K3) qui sont des chaînes non généralistes ainsi que la radio publique catalane.

L'information est une des constituantes essentielles de la grille de programmes de TV3. Pour autant, TV3 est une chaîne généraliste, touchant un public le plus large possible et se voulant la chaîne de la famille catalane. Elle programme et co-produit des fictions et des documentaires, ainsi que du divertissement en prime-time. El33 est quant à elle une chaîne ciblant l'avant garde culturelle et artistique, l'innovation audiovisuelle, la science et la découverte du monde. K3, enfin, est une chaîne visant notamment un public jeune et adolescent.

TV3 est diffusée sur le réseau hertzien, ainsi que les deux chaînes thématiques du groupe, El33 et K3. Une version de la chaîne (TVC International) est également diffusée par satellite en Europe et sur l'ensemble du continent américain.

Le financement du groupe de radiotélévision mêle subventions publiques du gouvernement catalan et ressources privées.

En Catalogne (6,5 millions d'habitants), l'audience de la chaîne est de 22 % et celle cumulée de K3 et El33 de 5% environ.

Source : CIRCOM (Association Européenne des Télévisions Régionales)

UN PETIT COUP DE MATRAQUE ?

Connaissez-vous le CNEFG ? Le Centre National d'Entraînement des Forces de Gendarmerie a été baptisé ainsi le 1er juillet 1999. Mais cela faisait déjà de nombreuses années qu'il existait. Un de ses principaux buts : former les forces de gendarmerie mobile au maintien de l'ordre, notamment dans le cadre de manifestations.

Un peu d'histoire

Le CNEFG ne sort pas des limbes, ce n'est que la dernière étiquette qu'on a collé à ce qui s'appelait auparavant le Centre de Perfectionnement de la Gendarmerie Mobile (CPGM), créé en 1969, suite aux événements de mai 1968. Ces événements avaient en effet mis en évidence des carences auxquelles la gendarmerie se devait de remédier. Le centre se propose à l'époque de se focaliser sur deux points : doter les gendarmes mobiles de matériels d'intervention adaptés et de développer et d'entretenir la capacité opérationnelle des escadrons. Entre 1969 et 1971, l'ensemble des escadrons de gendarmes mobiles vient s'y recycler. Le centre est basé à Saint-Astier (Gironde). Pendant les années 1970, le centre forme aussi les appelés du contingent avant que ceux-ci ne soient envoyés en poste dans diverses gendarmeries. Le centre de Perfectionnement de la Gendarmerie Mobile (CPGM) est réactivé en 1977, avec pour mission d'assurer encore et toujours le recyclage des gendarmes qui forment cette subdivision.

Recyclage et perfectionnement

Le CNEFG d'aujourd'hui, toujours situé à Saint-Astier, continue sur cette lancée. Il a pour but d'entraîner les gendarmes mobiles au maintien de l'ordre, de former des spécialistes et d'expérimenter des doctrines et des matériels nouveaux. Le centre compte au total 170 officiers, sous-officiers, gendarmes auxiliaires, adjoints et personnel civil. Le tout servant à enca-

drer plus de 10.000 stagiaires par an, parmi lesquels on trouve 8.000 gendarmes mobiles qui viennent se perfectionner, 200 qui suivent des formations spécialisées, notamment ELI (équipe légère d'intervention) et MOTTI (moniteurs des techniques de tir et d'intervention). Pour que tout ce petit monde puisse s'entraîner, il dispose d'infrastructures adéquates s'étendant sur 140 hectares : gymnase, terrain de sports, tours d'escalade, simulateurs et stands de tir, parcours d'audace ainsi que d'une ville d'exercices. S'y ajoutent 118 véhicules de tous types, dont 7 VBRG (véhicules blindés à roues de la gendarmerie). Les stages de formation à la mission de maintien de l'ordre (durée : deux semaines) sont organisés afin de permettre aux unités constituées de se perfectionner dans le cadre des dites opérations. Pour ce qui est des élèves gendarmes, ils passent tous à Saint-Astier pendant une semaine afin, entre autres, de connaître les comportements des manifestants ou des foules. Le maintien de l'ordre est aujourd'hui un des secteurs-clés de l'appareil d'état, c'est ainsi que la formation se veut être la plus complète possible. Ainsi, dans chaque escadron de gendarmerie mobile, on constitue une équipe légère d'intervention (ELI), composée de 12 hommes, et qui s'entraîne afin de pouvoir assurer sa mission correctement : arrestations de malfaiteurs durant un affrontement, dégageant de personnes retenues par les manifestants, etc. De la même manière, une réflexion sur le maintien de l'ordre permet de différencier les modes d'intervention : en milieu urbain, rural, en métropole ou en outre-mer. S'y ajoute bien sûr l'expérimentation des différents matériels, parmi

lesquels on trouve l'armement, la transmission, le transport et la protection.

Et maintenant ?

Le centre de formation s'appuie aussi sur une volonté générale des gouvernements de moderniser leurs politiques de maintien de l'ordre, ce qui explique l'ouverture du centre à d'autres états. Viennent ainsi à Saint-Astier des représentants des forces de l'ordre de différents pays (CEE, Canada, Proche-Orient). S'y ajoutent des stages de formation individuels proposés aux commandants (en provenance d'Afrique, d'Amérique du Nord et centrale, Europe orientale). Le centre s'ouvre aussi à des forces de police (venant d'Espagne, d'Italie, du Portugal) qui viennent s'y entraîner.

Le centre semble être aujourd'hui la pierre angulaire d'un système de formation des forces de l'ordre, et il s'appuie sur trois axes :

- l'entraînement au maintien de l'ordre,
- la formation des formateurs à l'intervention,
- l'activité internationale.

Ce troisième pilier, témoin de la dimension internationale du problème, démontre la volonté des états de renforcer leur coopération en ce domaine, par le biais notamment de coopérations bilatérales. Alors si un jour vous voyez des gendarmes affronter des "manifestants" dans un carde urbain étonnant (telles les images diffusées avant le sommet du G8 à Evian), pas de panique : pour le moment, ils ne font que s'entraîner.

R.M

HOLL A GEVRET E GWENGAMP D'AN 11 A VIZ HERE

D'ar 4 a viz Here 2003 e krogo Alain Solé, prizoniad politikel breizhat, gant e bempvet bloavezh toull-bac'h, hep na vefe bet tamm prosez ebet. Pemp Breizhad all zo bac'h'et e Pariz, abaoe tri bloaz hanter evit pevar anezhe, ha daou vloaz evit an hini diwezhañ. Abaoe 4 bloaz eta emañ Bro-C'Hall a-enep al lezenn diazez a embann skiaer n'hall un den bezañ kablus nemet ur wech kondaonet gant ul lez-vam. Rebec'h a reer ouzh ar brizonidi bezañ ezel eus an ARB (lu dispac'h Breizh), bezañ sikouret e mod pe vod laeroñsi dahvez-tarzh Plevin, pe bezañ kemeret perzh e-barzh 39 gwall-daol hag a zo bet abaoe 1993. Prouiñ se a chom d'ober avat, ha n'hallio bezañ graet nemet e-kerzh ur prosez.

Ne vern ket dimp gouzout hag eñ eo int an hini zo e-barzh ar jeu. Ar pezh a welomp skiaer eo e vir Bro-C'Hall 6 Breizhad en toull evit pellat ar muiañ posubl ur prosez hag a c'hallfe he lakaat diasp. Rak, ha pa vefent kablus e gwirionez e vo ret mat displegañ abalamour da betra e c'hoarvez gant darn divizout, un deiz

bennak en o buhez, mont gant an hent kuzh ha lakaat o frankiz en arvar. Piv a vir ouzh an traoù da vont war-raok e Breizh hag e lec'h all ? Piv a vir ouzh ar Vreizhiz da zivizout ar pezh a zo mat evite war an dachenn bolitikel, ekonomikel ha sevenadurel ? Ar Stad C'Hall "demokratel" (evel a embann hec'h-unan) a vez primoc'h o tieubiñ un den, bet prefed eviti, hag en deus kaset berrioù tud d'ar marv, eget dieubiñ pe vam Breizhiz, hag a rebecher dreist-holl ouzh darn anezhe o mennozhioù evit Breizh dieub ha sokialour.

Abalamour da betra, war-zigarez stourm enep sponterezh, e vo barnet ar stourmerien-mañ gant ul lez ispisial, hep touidi dibabet er bobl, ha gant barnerien ispisial hag zo barreko-c'h da skrivañ levioù evit reiñ mel dezhe o-unan, eget selaou goulennoù ofisiel broadel hag etrebroadel evit dieubiñ ha barn hon 6 prizoniad politikel. Met ne ra tamm forzh ebet ar Stad eus goulennoù parlamant Europa, parlamant Flandrez evit dieubiñ ar Vreizhiz, galvoù an LDH, ha renta-kont Amnesty International, bru-

det d'an holl evit bezañ neptu. Sevel a ra ar renta-kont-mañ a-enep d'ar Stad-C'Hall pa vir Alain en toull, hag eñ klañv bras, ha klañvoc'h c'hoazh eget biskoazh peogwir e vez nac'het dezhañ bezañ louzaouet evel a rankfe. Penaos e kred Bro-C'Hall reiñ alioù d'ar broioù all, war an doujans ouzh ar frankizoù ha war an demokratelezh, pa vez doareoù ur vro hollvellet ganti, ha pa ya betek nac'h ar fed ez eus eus prizoniad bolitikel war he zachen. Perak krouiñ ur justis ispisial evit Breizhiz, Korsiz, Euskariz, Kurded, komunourien dispac'hel... panevet evit abegoù politikel ?

Tremen goent eo dimp hejañ hon laou evit goulevz enep ha buan, goude pevar bloavezh enep lezenn, ma vo dieubet rakal ar c'hwec'h ostaj Breizhat, ha lemet holl gastiou an dud a zo bet lakaet dindan evezh en aferoù-se. Pevar bloavezh toull-bac'h, n'eus bro hollvellet ebet, hag a rafe en ur mod all evit mogañ tud hag a zirenk anezhi. Lamm d'ar "14vet rann enep sponterezh" ha d'e gozh varnerien dizonest ! Frankiz evit ar c'hwec'h prizoniad politikel Breizhat !

comme ailleurs. L'impossibilité pour les bretons de prendre leurs affaires en main, de décider des choix politiques, socio-économiques, culturels...

L'état français qui se dit démocratique est plus rapide à libérer un ancien préfet responsable de crimes contre l'humanité ou le fils d'un ancien président, mêlé dans une histoire de trafic d'armes internationale, que pour libérer et/ou juger les bretons qui, pour certains d'entre eux, n'ont d'autres raisons d'être maintenu en otage que le fait d'être militant indépendantiste et socialiste.

Pourquoi, sous couvert de lutte anti terroriste, ces militants sont-ils jugés par une cour d'assises spéciale, sans jury populaire, par des juges spéciaux qui sont plus prompts à écrire des livres pour soi-même que leur ego qu'à prendre en compte les appels nationaux et internationaux à libérer et à juger les six prisonniers politiques bretons. En effet, l'état français se contrefait des réclamations du parlement européen, de l'appel du parlement flamand à libérer les bretons, des appels de la LDH (ligue des droits de l'homme) et du rapport 2003 d'Amnesty International, orga-

nisme internationalement reconnu pour son impartialité et son objectivité. Ce rapport dénonce la détention d'Alain Solé, malade depuis 4 ans et dont l'absence de soins a contribué à l'aggravation de sa maladie.

Comment la France peut-elle encore se permettre de donner des conseils aux autres pays sur la tolérance, la démocratie alors qu'elle même se comporte comme un véritable régime totalitaire et va jusqu'à nier l'existence de prisonniers politiques. Pourquoi créer une justice spéciale pour les bretons, les corses, les basques, les kurdes, les communistes révolutionnaires... si ce n'est pas pour des raisons politiques.

Il est plus qu'urgent aujourd'hui, après 4 longues années de non-droit, de se bouger pour réclamer une libération immédiate des 6 otages bretons, ainsi que la levée de toutes les sanctions pour les co-mis en examen. 4 années de préventive, n'importe quel état le plus totalitaire n'agirait pas autrement pour muscler des individus gênants. A bas la 14ème section anti-terroriste du parquet de Paris et ses juges véreux.

CARB Gwengamp

LE VRAI VISAGE DE LA RÉPUBLIQUE

Le samedi 20 septembre, quelques officines ultra-nationalistes françaises (principalement des crypto-trotskistes réunis autour du Parti des Travailleurs et de FO, ainsi que les séguinistes d'Appel d'R) ont décidé de manifester pour la république une et indivisible. Une contre-manifestation, lancée par Emgann Pariz a eu lieu. Les Bretons se sont retrouvés aux côtés de Berbères, Corses, Basques et Occitans pour rappeler les luttes de leurs peuples respectifs. Cet épisode ouvrira-t-il les yeux de ceux qui, notamment en Bretagne, continuent à pactiser avec des partis français, de droite ou de gauche ?

Agression et violence au cœur de la capitale de la "patrie des droits de l'Homme" !

Quelques dizaines de militants représentant différents peuples en lutte étaient présents à la sortie du Métro Richard Lenoir (Paris 11ème) dès 13H00, heure du rendez-vous. Vers 14H00, un groupe d'individus se sont jetés sur les manifestants, les ont agressés physiquement, leur ont arrachés leur banderoles et drapeaux les incitant violemment à quitter les lieux en les traitant de tous les noms. Des manifestants, terrorisés par les agresseurs, ont dû quitter le rassemblement.

Les organisateurs qui sont restés sur place ont demandé à la police d'assurer leur protection et plusieurs camions de gendarmes se sont déployés sur les lieux. Cette manifestation du PUIR*, soutenue entre autre par le Parti des Travailleurs (PT) et la Libre Pensée (LP), avait initialement pour but de rappeler le rôle fondamental de l'unité et de l'indivisibilité de la République Française ainsi que la démocratie que l'association est censée représenter.

Pendant, "la patrie des droits de l'homme" n'entend pas don-

ner la parole aux peuples opprimés de l'Hexagone, et leur dénie le droit d'exister officiellement. Par conséquent, il était du devoir des démocrates représentants les peuples breton, berbère, catalan, corse, basque, occitan et flamand en lutte pour leurs libertés, leurs diversités culturelles et linguistiques, de venir contre-manifester, pacifiquement et symboliquement. Le but était d'exprimer notre désapprobation et de dénoncer ce jacobinisme liberticide.

Les événements nous ont malheureusement donné raison. Les nostalgiques de la Terreur, vivant encore dans le fantasme de la République dominatrice et colonialiste, ont appliqué leurs vieilles méthodes : les soi-disant démocrates de la LP et du PT auraient chargé des éléments de leur service d'ordre pour nous molester.

Ceux-là même qui prétendent être les défenseurs de la démocratie, viennent de nous "démonter", encore une fois, à travers leur minable entreprise, leur véritable nature fasciste.

Nous, Emgann et Tamazgha, dénonçons avec la plus grande fermeté ces actes qu'on croyait issus d'idéologies révolues.

Frankiz evit ar pobloù o stourm. Betek an trec'h !

Tilelli i yegduden yetnaghen !

Emgann / Tamazgha

(* PUIR est le sigle de l'association "Pour l'Unité et l'Indivisibilité de la République"

Le 28 juin a eu lieu au col de l'arche, à la frontière franco-italienne un pique-nique rencontre entre occitans des deux côtés de cette ligne. Il était organisé à Sambuco a quelques kilomètres du col de l'arche dans les vallées piémontaises une fête militante. A l'invitation de nos camarades de parage* piémontais, nous avons pu grâce aux kabyles présents avec nous tenir un stand d'information sur la Bretagne et notamment sur les prisonniers politiques bretons. Nous en avons profité pour récolter des dons. Un grand nombre d'occitans était bien informé sur la situation de notre pays et de nos camarades emprisonnés.

*paratge d'abord d'origine «italienne» puis «française», est un laboratoire d'idée politique occitan, regroupant différente minorités.

LETTE OUVERTE AUX JUGES ANTITERRORISTES

Alors que l'état français n'en peut plus en Corse, cette lettre tombe à point nommé pour rappeler la réalité des lois de la république et de ses serviteurs zélés. Cette lettre vient de Corse, mais un Breton aurait pu l'écrire.

Messieurs les Juges de la 14^{ème} section, vous m'avez aujourd'hui refusé le droit d'enterrer mon fils décédé à l'âge de 18 ans des suites d'une tumeur au cerveau.

Je pleurerai tant qu'il y aura un souffle de vie en moi.

Je pleurerai tous les jours de ma vie en pensant à ce jour maudit où je n'ai pu accompagner le cercueil de mon fils dans l'église.

Je pleurerai jusqu'à la fin de mes jours de ne pas avoir été à ses côtés pour son dernier voyage.

Aujourd'hui, même si je paie beaucoup d'impôts, je ne me sens pas citoyen ou tout au plus citoyen de seconde zone.

Mes droits les plus élémentaires ont été bafoués depuis mes premières heures de garde à vue jusqu'à ce jour.

Je suis exilé, je ne peux voir ma femme, je ne peux enterrer mon enfant.

Le principe de présomption d'innocence, dont je suis censé bénéficier, a été violé au regard du traitement que l'on me fait subir.

A l'appui de votre refus de m'autoriser à assister aux obsèques, vous avez invoqué des raisons d'ordre sécuritaires.

Dans la douleur et l'effroi qui nous frappent, comment penser un seul instant que moi-même ou l'un des miens aurait pu envisager une fuite ou une action violente à l'encontre des personnes chargées de m'escorter.

Je vous rappelle que je n'ai jamais fait usage de la violence et que

lorsque j'ai appris que j'étais recherché, je me suis spontanément rendu dans la voiture des policiers qui n'ont pas eu à mettre un pied à terre pour m'arrêter alors que j'avais tout loisir de prendre la fuite.

Il fut un temps où pour des faits beaucoup plus graves, vous avez fait preuve de bien plus de mansuétude, ce qui démontre, si besoin était, que vous êtes les exécutants de la politique du moment variant au gré des gouvernements et des périodes, plutôt que les juges impartiaux que vous prétendez être.

Vous pensez briser des hommes et des femmes de par vos méthodes, vous ne faites que les renforcer dans leurs convictions.

Votre attitude marque la différence fondamentale qui existe entre nos cultures.

Le respect et le culte des morts sont les fondements de notre société, l'actualité récente montre qu'il n'en est pas partout ainsi.

J'ai aujourd'hui plus que jamais le sentiment qu'il existe un fossé entre les valeurs qui m'ont été transmises par mes aïeux et que je tente de transmettre à mes enfants et celles de la société que vous représentez ou prévalent l'égoïsme et l'indifférence.

J'espère au plus profond de moi que cette lettre sera publiée dans son intégralité afin de me permettre, dans une moindre mesure, d'atténuer ma douleur et ma haine.

André Colonna D'Istria

Entrée historique de la langue berbère dans les écoles marocaines

La rentrée scolaire au Maroc, qui a débuté le 15 septembre, est marquée cette année par l'introduction de l'enseignement du tamazight (langue berbère) dans le cycle primaire.

"C'est un pas positif mais encore insuffisant pour la réhabilitation du tamazight", selon Abdellah Hitous, secrétaire général de l'association berbériste Tamaynut (modernité).

L'enseignement scolaire effectif de la langue berbère marque une réforme importante dans un pays de 30 millions d'habitants dont entre 50 et 60% sont considérés comme berbérophones.

Après des années d'arabisation forcée au lendemain de l'indépendance, Hassan II s'était engagé en 1994 à faire entrer le tamazight dans les écoles. Il aura fallu attendre l'avènement de Mohammed VI en 1999 et la création en 2001 de l'Institut royal pour la culture amazighe (IRCAM) pour que ce projet se concrétise.

Lancé à titre expérimental dans 317 écoles, l'enseignement du tamazight devrait être généralisé d'ici 2013. Et une vaste campagne de formation de plus d'un millier d'enseignants berbérophones a été lancée.

L'identité berbère commence à être reconnue officiellement au Maroc suite aux efforts d'un puissant réseau associatif qui milite pour "la réhabilitation historique de la berbénité du Maroc et la reconnaissance du tamazight comme langue officielle".

Témoin des enjeux symboliques de cette question, le ministère de l'Intérieur avait décidé fin 2002 de faire arracher des panneaux municipaux transcrivant en tifinagh, alphabet cunéiforme berbère, le nom des rue de la ville de Nador.

D'après AP

ÉTONNANT, NON ?

Quand Ignacio Ramonet écrit les éditoriaux du Monde diplomatique, il sent parfois le jacobin français. À l'image de nombreux collaborateurs de ce journal, pouvaient être fort intéressant par ailleurs. Quant à National Galicien, ce que tente à prouver le texte ci-dessous, signé Ignacio Ramonet. Étonnant, non ?

« An dizalc'houriezh c'halizat a zo mat a-enep an hollekadur »

[...] War-du an unvanadur e sach an hollekadur. Lakaat a ra an holl dud da vevezñ ha da vevañ diouz ar memes mod a-benn gwerzhañ produoù ouzhpenn. Neuze eo lakaet diaes gant pep sevenadur a-ziforc'h. Deus an tu all eo an hollekadur a-enep d'ar Stad, peogwir ne blij ket dezhañ ar stad re greñv. Diwar neuze eo tuet da zisrannañ ar stadoù.

Soñjoù kontrol ? En un doare dihever eo gwir. Met e gwirionez e kenglotont mat tre. Klask a zo war lakaat ur galizat, ur bosnian, un euskarad pe ur slovak da vevañ 'giz amerikaned. Gallout a reont komz ur yezh a fait dezho ober ganti, met ma sellont ouzh filmoù amerikan, ma selooutont ouzh Madonna, ma tebront e ti-McDonald's, n'eus forzh e komzfent ur yezh pe unan all. Aze ez eus ur yezhenn gant ar pezh e anvomp sevenadur minorel. Ar yezh a zo anezhi un elfenn a-bouez bras a unvanelezh. Lakaomp eo merk ar vroadelezh.

Travalch eo komz ur yezh hepken evit ne varvo ket. Met disherivel eo gant ar sevenadur. Un dra bennañ eo kaout ur sevenadur liammet ouz an douar. Da skouer eo puezus kenañ mrouz ar gweledvaou. Setu perak, pa 'z aet ar Prestige d'ar strad eo bet ur gwalldaol a-enep sevenadur Galiza, gant ma oa lakaet e arvar unan eus elfennoù diazezh : an addoù. Ouzhpenn da-se, frammet omp gant ar gweledvaou. Da skouer, ar Gorsiz o deus renel ur stourm evit gwareziñ ar gweledvaou a oa puezusoc'h eget ar stourm evit ar yezh.

Pep elfenn a ranker liammañ : ar yezh, ar gweledvaou, ar sevenadur, ar pezh a vez debret, an doare da vevañ... N'eus ket kaoz amañ evel-just

da leuniañ mirdioù, da sevel ur mirva, met delc'her un doare sevenadur liammet gant ar vodermelezh, ar c'hrouiñ hag an dibarelezh.

Pehini vo ar patrom ? Hini ar Japon kazisur. Un doare skiantel ha teknikel tost dazontel d'en em soñjal, a-grevel gant elfennoù identelezh kreñv ha gwarezet. Da dout-se e ranker ouzhpennañ un elfenn : hini ar bopl.

Dre c'hañs eo stag an elfennese d'ar vroadelezh c'halizat. Evit-se eo disherivel eus an hini katalan a zo ur vroadelounezh vourc'hizel, ha deus hini an euskariz a zo levezonet kalz gant ar gatlegezh hag, evit lod, liv boemerezh ar feulster warni. Ar vroadelounezh c'halizat, dre m'eo demokratek ha poblal, a sav kinnigoù a c'hellfe kas war-raok mennozhioù a rofe tu da dalañ ouzh efedoù gwashañ an hollekadur.

Ignacio Ramonet

Pennad embannet war A Nosa Terra niverenn 1089, eus an 3 betek an 9 a viz Gouere 2003. Troet diwar ar galizeg gant YL

L'indépendant galicien est un bon moyen contre la globalisation

[...] La globalisation conduit à une homogénéisation. Elle consiste à ce que dans l'ensemble du monde l'on consomme et vive de la même manière afin de vendre plus de produits. De fait, toute culture différente l'en empêche. D'autre part, la globalisation s'oppose à l'Etat parce que les états trop forts lui opposent un frein. Elle tend donc à fragmenter les états.

Contradictoire ? Dans l'absolu, mais concrètement elle s'en accomode très bien. La globalisation fait en sorte qu'un galicien, un bosnien, un basque ou un slovaque vivent comme des américains. Ils peuvent parler la langue qu'ils veulent, s'ils regardent des films américains, écoutent Madonna, mangent McDo.

la langue qu'ils parlent n'y change rien. Le problème vient de ce que nous appelons culture minoritaire. La langue est un élément d'identification absoluement capital. Disons qu'elle définit la nationalité. Il nous suffit de parler exclusivement en une langue pour qu'elle ne meure pas. Une culture se conçoit différemment, et il est capital d'avoir une culture du territoire. Par exemple, la conservation des paysages est très importante. C'est pour cela que lorsque le Prestige coule, c'est une attaque contre un aspect fondamental de la culture galicienne : les côtes.

On peut même dire que nous sommes constitués par nos paysages. Par exemple, les Corsais ont fait de la lutte de protection des paysages une lutte plus importante que celle de protection de la langue. Il faut combiner tous ces éléments : langue, paysages, culture, gastronomie, mode de vie... Il n'est pas question ici de remplir des musées, de créer une réserve, mais de préserver une forme de culture qui soit associée à la modernité, la créativité, la singularité.

Quel sera le modèle ? Probablement celui du Japon. Une association de science et de technique quasiment futuriste et de préservation d'éléments d'identité extrêmement forts et protégés. A tout cela, il convient d'ajouter un élément : l'élément populaire.

Fort opportunément, le nationalisme galicien contient cette caractéristique. En cela, il est différent du nationalisme catalan qui est un nationalisme bourgeois, et du nationalisme basque fortement marqué par le catholicisme ainsi, qu'en partie, par la fascination de la violence.

Le nationalisme galicien, de part sa nature démocratique et populaire, présente des caractéristiques qui peuvent amener à des propositions permettant de contrer les effets les plus néfastes de la globalisation.

Ignacio Ramonet. Article paru dans A Nosa Terra n° 1089 du 3 au 9 juillet 2003. Traduit du galicien par YL

Pouvoir et terreur, entretiens après le 11 septembre par Noam Chomsky - Le à Serpent Plumes - 150 pages - 12 euros



ginnig kentelioù dre li-zher.

Evit ar re a fell dezho deskiñ ha tizhout ur gevredigezh bennak, kit e darempred gant :

Ofis ar Brezhoneg
10, straed Naonediz
35000 Roazhon
pgz : 02 23 44 04 30
plr : 02 23 44 04 39
ofisr.bzh@wanadoo.fr

Brezhoneg" de Fañch Kervella et dans une moindre mesure "Yezhadur Ar Brezhoneg a-vremañ" de Francis Favereau.

Téléchargement libre sur <http://www.drouizig.org/drouizig/>

Tchéchénie, le dés-honneur russe par Anna Politkovskaïa - éditions Buchet-Chastel - 185 pages - 20 euros

La Tchéchénie n'en finit plus d'ago-



An Drouizig Difazier 2.0 beta : un correcteur orthographique et syntaxique en breton libre de droits

La nouvelle version du correcteur orthographique et syntaxique de langue bretonne, pour Microsoft Office 2000/2002/2003, est aujourd'hui disponible. La version actuelle devrait rester en beta pendant deux mois. La version 2.0 définitive, qui restera gratuite, proposera une correction aux formes incorrectes détectées.

Le correcteur orthographique reconnaît à présent 870.000 formes du breton unifié, soit une base de 50.000 mots principaux. Un moteur de césure automatique, qui permet le découpage assisté des mots en fin de ligne est aussi présent depuis la version 1.2.1.

La principale innovation de la version 2.0 est la présence d'un analyseur grammatical dont la première finalité est la détection des erreurs de syntaxe élémentaires, principalement les fautes de mutation. Il sait détecter également la présence d'un mauvais article ou pronom, d'un genre ou d'un nombre incorrect, ou encore d'une mauvaise préposition (« da » pour l'instant).

La majorité des règles de mutation sont prises en compte par le logiciel, les références étant "Grammaire bretonne" de Roparz Hemon, "Yezhadur Bras Ar

On revient, encore et toujours, à Noam Chomsky. L'intellectuel radical américain nous livre ici la retranscription d'une interview accordée à un journaliste ainsi qu'une série de conférences qu'il a données aux Etats-Unis durant l'été 2002. Une fois de plus, il y détaille sa vision des Etats-Unis, et plus particulièrement de leur politique étrangère. Il rappelle notamment qu'on ne peut comprendre les attaques sur les tours jumelles de New York qu'en se plaçant dans une vision globale de la politique étrangère américaine depuis 1945. Et alors, on se demandera bien où sont les terroristes? Car du Vietnam à l'Amérique du Sud (le Chili aussi, ça s'est passé un 11 septembre) en passant par le Moyen-Orient, le terrorisme est aussi utilisé par les grandes puissances, au premier rang desquelles on trouve les Etats-Unis. Les Bretons, qui connaissent la nature fondamentalement impérialiste de l'état français ne pourront s'empêcher de faire quelques rapprochements.

Deskiñ brezhoneg

Hervez Ofis ar Brezhoneg ez eus 164 aozadur a ginnig kentelioù noz e Breizh :

- 28 en Aodoù-an-Arvor,
- 73 e Penn-ar-Bed,
- 12 en Il-ha-Gwilen
- 13 en Liger-Atlantel
- 37 er Mor-Bihan.

E-maez Breizh e kaver 28 kevredigezh o kinnig kentelioù, 15 anezho e bro Bariz. Ouzhpenn ez eus 23 aozadur a aoz stajoù ha 5 aozadur a

PAROLES D'INTERMITTENTS

Avant même le conflit social de cet été, les intermittents avaient décidé, début 2003, de raconter leur quotidien. Le résultat : "Paroles d'intermittents", soit un documentaire 45 minutes tournées à Nantes et Rennes.

Ce film n'a pas été réalisé pour être obligatoirement diffusé sur une chaîne de télévision...

L'idée avait germé au début de l'année 2003, dans la tête de comédiens et techniciens de l'association ACTIONS, de faire un film qui explique les conditions de vie d'intermittents de notre région. Puis l'actualité nous a tous rattrapés, et il a été tourné "à chaud", en juillet dernier, à Nantes et à Rennes.

Aux initiateurs d'ACTIONS se sont joints les cinéastes de l'ARBRE dont le réalisateur Philippe Baron. C'est un travail porté bénévolement par quelques professionnels de Bretagne, c'est aussi et surtout une œuvre qui parlera autant au grand public qu'aux professionnels. Un récit sensible, à plusieurs voix, un film choral... 35 femmes et hommes, salariés de l'audiovisuel et du spectacle vivant, de Nantes ou de Rennes, comédiens, preneurs de son, costumiers, musiciens, monteur, danseurs, réalisateurs, régisseur, marionnettiste... racontent leurs conditions de travail et confient leurs inquiétudes et leurs interrogations.

Propos bruts de décoffrage, sur leur métier, la culture, leurs espoirs, la précarité, et les conséquences possibles de l'accord du 26 juin. Une manière différente de se joindre à la lutte des intermittents, pour aller aussi vers ceux qui pensent que le conflit de cet été ne les concerne pas, que "ces chômeurs sont tous des privilégiés ou des fainéants, et de toute façon on n'y comprend rien à cette histoire..."



Le film a déjà été diffusé au festival de Douarnenez, puis durant celui de Groix... Il ne laisse pas indifférent, car les gens qui se sont exprimés devant la caméra, en marge des manifestations de juillet dernier, sont en train de jouer leur avenir. A l'issue des projections, des spectateurs, émus, ont même demandé qu'il soit tourné d'autres films dans le genre. "Paroles d'intermittents", "Paroles d'enseignants", et même "Paroles d'archéologues" !

Les associations co-productrices ont dupliqué le film pour qu'il puisse être diffusé très largement, des projections sont d'ores et déjà prévues, une cassette vidéo accompagnée de documents est disponible à la vente.

Pour tout contact :

ACTIONS,
11 avenue du Chardonnet
35000 RENNES
Tel. 02 99 36 09 64

Actions-ouest@wanadoo.fr

Paroles d'intermittents

Un document tourné en juillet 2003 à Rennes et à Nantes, pendant la mobilisation autour de la réforme du statut des intermittents. Durée : 45 minutes.

Image et réalisation : Philippe Baron
Son : Serge Laquais
Montage : Sophie Averty et Christian Huteau
Mixage : Christian Allio
Avec le soutien de : Claudine Bonhommeau, Gérard Bourgarel, Soizig Dreano, Bertrand Latouche, Ariel Nathan, Fabrice Richard, Nelly Richardeau, Anne Robin, Chrysalide Audio, Coordination Culture et Société en Danger, CREA-CIM - Université de Rennes 2, Films du Balbari, le Lieu Unique et Vivement Lundi !, sans oublier le soutien implicite de l'Assedic...

Le film est dédié à la mémoire de Laurent Gorgiard, réalisateur de films d'animation rennais, disparu cet été. Il était l'un des Présidents fondateurs de l'ARBRE et était présent dans le mouvement des intermittents.

[Kinnig labour] 1

Ur c'helenner/gelenner tekno-
glezh a zo klasket gant Skolaj Diwan
Kemper. Hanter bost kelenn, 9 eur-
vezh hanter, da gregiñ diouzhtu.
En em ginnig ar buanañ ar gwellañ.
Skolaj Diwan Kemper
64, ball france libre
29000 Kemper
Pgz : 02 98 95 57 24

[Kinnig labour] 2

Emañ Kelenn, Kreizenn stummañ ar
skolioù Diwan o klask ur sekretour(ez)
hanter-amzer
(17e30/sizhunvezh). adalek ar 1añ a
viz Here 2003.
CDD 4 miz, CDI posupl goude ar
CDD. Lec'h labour : Kemper.
Live brezhoneg mat, dre gomz ha dre
skrid (pe ar varregezh d'e dizhout
buan).
Lizher ha CV da gas da :
Kelenn
BP 1653
64, ball ar france libre
29106 Kemper cedex

[Kinnig labour] 3

Emañ Diwan o klask e sez ar gevredi-
gezh e Landerne, gant ur c'hevrat la-
bour didermen
Ur sekretour(ez)
Post hanter-amzer 17e30
Live BTS - skiant prenet hetet
Bezañ barrek war boelladennoù Word
hag Excel
Brezhoneg komzet ha skrivet dre ret
Lizher en em ginnig domskrivet ha CV
da gas da :
Diwan
B.P. 147
29411 Landerne Cedex


[Kinnig labour] 4

Emañ Ti Degemer Kerampuih o klask

1 implijad yaouank
e karg ar self
evit degemer ar strolladoù hag ober

Laouen omp da gemenn deoc'h
eo ganet.

Yaom LECUYER



E Kemper d'an 18 a viz
Gwengolo 2003....
evit deiz-ar-bloaz e dad !

war dro ar boued evit ar self. Post da
gemer diouzhtu

2 CES Eil Geginer
Post da gemer diouzhtu

1 CES evit netaat
Post da gemer diouzhtu

Darempred
Corbic Florence pe Grimaud Bertrand
02.98.99.36.97

**[Repas de soutien aux
prisonniers]**

Le 30 novembre 2003, la CARB
Naoned organise un Kig ha Fars en
soutien aux prisonniers politiques bre-
tons.

**[Festival européen du
film court]**

Du 8 au 16 novembre
250 films courts européens.
Rétrospective consacrée à
l'Espagne, programme jeune public et
panorama Bretagne.

Infos :
Association Côte Ouest
BP 31247
29212 Brest cedex 1

www.film-festival.brest.com

[Dre ar Wenojenn]

7ème édition
Du 10 novembre
au 31 décembre

Lundi 10 novembre, 18 h
Swing Noz N° 1
A l'occasion de la sortie du nouveau
disque de Le Vallégant / Lefebvre, soi-
rée spéciale sur les couples de mu-
sique traditionnelle.
Samedi 29 novembre, 20 h 30
Shafali et Namou : rencontre des mu-
siques d'Inde, d'Afrique et Bretagne

Dimanche 30 novembre, 17 h
Kan Tri, spectacle avec Patrick Ewen,
Gérard Delahaye et Melaine
Favenec

**Programmation complète, rensei-
gnements et réservations :**
tél : 02 97 23 90 80
mail : d.a.w@wanadoo.fr

DIWAN
Bon de soutien

10.000 dons moyens sig-
nificatifs de 50 euros permet-
tront aux 2.800 élèves de Diwan
de poursuivre leur enseignement
en langue bretonne et le dévelop-
pement du réseau Diwan.

Je soutiens activement
Diwan dans son action pour la
sauvegarde de la langue breton-
ne. Je recevrai un reçu fiscal cor-
respondant à mon don (50% de
votre don est déductible des im-
pôts dans la limite de 10% du re-
venu imposable).

Don de : _____
par :
chèque bancaire
chèque postal

Date : _____
Signature : _____

A envoyer à :
Diwan
BP 147
29411 Landerne cedex

Les articles, dessins, photos pour le prochain **Combat Breton** sont à envoyer jusqu'au 20 octobre.

Par courrier :
Combat breton - BP 70215 - 22076 Gwengamp cedex
ou par e-mail : combatbreton@wanadoo.fr

**Comités de soutien
aux prisonniers politiques bretons**

Brest : 06.82.18.53.76
Lorient : carb@voila.fr
Guingamp : réunion tous les premiers ven-
dredis du mois (19h30), à Gurunhuel.
Contact : 02.96.43.53.12.
e-mail : guillaume-bzh@libertysurf.fr.
Morlaix-Monts d'Arrée : réunion tous les
mois. Contact au 02.98.26.61.95.
Nantes : réunion tous les 15 jours. Contact
au 06.86.44.53.17.
Quimper : gilles.vial@club-internet.fr
Roazhon : Geroma 06.73.29.80.10
Réunion tous les 15 jours
Saint Nazaire : contact au 06.08.50.46.95.
Paris : contact au 06.24.36.66.35.
Vannes : renseignements au 02.97.46.59.42.
Carhaix : Réunion tous les derniers vendredis du
mois à 19h à Ti ar Vro. Rens :
06.17.71.58.05

Coordination Anti-Répressive de Bretagne :
www.prizonici.org
Collectif de femmes : collectifdesfemmes.free.fr
Kengred ha Krogad : kengred-ha-kro-
gad@yahoo.fr
Skoazell Vreizh : www.skoazell-vreizh.org/

Pour envoyer des messages de
soutien aux prisonniers voilà de nouvel-
les formules en plus du vendredi soir à
23h :
En téléphonant à Radio Bro
(01.48.59.22.12) les 1er et 2ème samedi
du mois entre 15 et 16 h (émission
Start'jenn)
Par mail en écrivant à Radio Bro
(radio.pays@lemel.fr) et en précisant
dans le sujet « Abadenn STARTUJENN -
message de soutien aux prisonniers poli-
tiques bretons »

Skoazell Vreizh a besoin de vos dons

Il est grand temps de penser à aider Skoazell Vreizh.
L'urgence se fait sentir. N'oublions jamais que des familles de militants
bretons emprisonnés ont besoin actuellement de votre aide.
Un geste par un chèque dans l'immédiat qui permettra à Skoazell Vreizh d'apporter
le réconfort nécessaire aux familles des militants emprisonnés, ainsi qu'aux militants détenus.
Vous pouvez fidéliser votre aide en nous demandant le formulaire de prélèvement
mensuel, que nous vous enverrons par retour.
Ne jamais oublier que sans Solidarité, il n'y aura jamais de Liberté.

Skoazell Vreizh, 3 straed Aristide Briand, 44350 Gwennann.
Tél. 02.40.42.92.94. Fax 02.40.24.81.38.

**Ezhomm he deus Skoazell Vreizh
eus ho skoazell arc'hant**

Poent-bras eo soñjal reiñ sikour da Skoazell Vreizh.
Mali-bras a zo ganemp.
Arabat disoñjal o deus familhoù emsaverien ezhomm eus ho sikour c'hoazh p'emaint
en toullbac'h er mare-mañ.
Grit un dra bennak, roit ur chekenn da Skoazell Vreizh a c'hello a-drugarez deoc'h
reiñ kalon hag ar pezh a zo ret da familhoù an emsaverien vreizhat toullbac'h et pe d'ar bri-
zonidi o-unan.
En un doare reoliek e c'hellit hon sikour ivez, o c'houlenn diganeomp e vefe kaset
deoc'h ar baperenn dreuzvankañ miziek.
Na zisoñjit ket. Biskoazh ne vo trec'h ar Frankiz hep ar C'hengred.

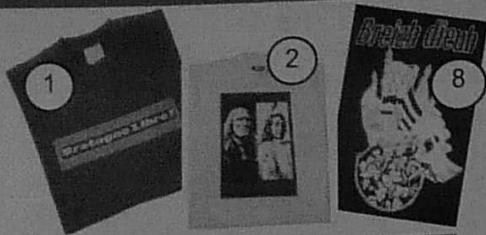
Skoazell Vreizh, 3 straed Aristide Briand, 44350 Gwennann.
Pgz. 02.40.42.92.94. PIR 02.40.24.81.38.

**Vous aussi, rejoignez
Emgann!**

La liste ci-dessous vous permet de
rencontrer nos militants. N'hésitez
pas à les contacter.

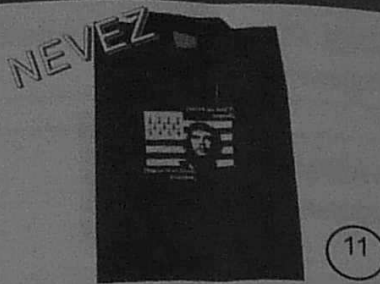
- Emgann An Alre**
Patrick 06.88.09.83.24.
padrig.korfe@wanadoo.fr
- Emgann An Oriant**
Denez 02.97.05.77.27. (tél-fax)
- Emgann Brest**
Erwann 06.82.18.53.76
- Emgann Bro Vreklilien**
Lionel 06.63.58.04.00
- Emgann Douarnenez**
Olivier 06.67.11.63.95
bzhdieub@fuckthewar.com
- Emgann Gwened**
Fabrice 06.74.59.93.65.
kadoudal@wanadoo.fr
- Emgann Gwengamp**
Juliette 06.84.44.17.21.
emgann-gwengamp@wanadoo.fr
- Emgann Kreiz Breizh**
Yann 02.98.81.77.58
- Emgann Montroulez -
Menez Are**
Didier 02.98.88.72.56.
- Emgann Naoned**
Eric 06.10.20.25.80
emgannnaoned@iquebec.com
- Emgann Occitanie**
Stefan 06.09.34.68.39
emgann.occitanie@voila.fr
- Emgann Pariz**
Harry 06.25.34.68.79
emgannpariz@caraimail.com
- Emgann Pays de La Mée**
Morvan 02.40.72.30.07
emgann_lamme@yahoo.fr
- Emgann Roazhon**
Lionel 06.63.58.04.00
emgannroazhon@voila.fr
- Emgann Sant-Brieg**
Mali 06.77.99.32.02
emgannantbrig@aol.com
- Emgann Sant-Malou**
Gildas 06.61.34.22.47
emgannantmalou@yahoo.fr

Ar stal / La boutique



ROCHEDIGOU / T-SHIRTS

- 1 Bretagne libre** 13 euros
Ecriture écrue sur fond vert bouteille
Tailles disponibles : L, XL, XXL
- 2 Breizh Amerika** 15 euros
Tailles disponibles : S, M, L, X, XXL
- 3 Gwenn ha du** 13 euros
Tailles disponibles : S, M, L, X, XL, XXL
- 4 Kerzhadeg 99** 9,50 euros
Tailles disponibles : L, XL



ROCHEDIGOU / T-SHIRTS

- 10 Rod an avelioù** 16 euros
T-shirt bleu ou rouille impression blanche
Tailles disponibles : S, M, L, XL
- 11 Gwenn ha Che** 15 euros
T-shirt noir impression blanche
Tailles disponibles : S, M, L, XXL



ROCHEDIGOU / T-SHIRTS

- 5 Becassine** Motifs en couleur
Tailles disponibles : L, XL, XXL (nevez !)
15 euros
- 7 Nerzh nukleel** 10 euros
Tailles disponibles : XL, XXL
- 8 Peuples solidaires** 12 euros
T-shirt noir impression blanche
Tailles disponibles : M

A BEP SEURT / DIVERS

CD Hommage à
Glenmor

15,50 euros



**Garde à vue :
mode d'emploi
Breton/Français**

5 euros

Tremen hent / Passeport

8 euros

A BEP SEURT / DIVERS



- Fanions Gwenn ha Du**
- 80 x 120 cm : 31 euros
 - 55 x 90 cm : 22 euros
 - 37 x 47 cm : 7 euros
 - 27 x 37 cm : 6,50 euros
 - 12 x 18 cm : 3 euros

- Ecusson gwenn ha du** 4 euros
- Poster Breizh Amerika 500 ans** 4,50 euros
61 x 41 cm
- Poster Glenmor** 6 euros
- Poster Code Paysan** 3 euros
- Pin's Triskell** 3 euros
- Pin's Croix celtique** 3 euros
- Briquet Bécassine** 2,30 euros

PEGSUNIOÙ / AUTOCOLLANTS



**BZH pour
plaques minéralogiques**
1,60 euro

- Avel ar frankiz Ø 10 cm** 1,50 euro
- BZH bihan 5,2 x 3,2 cm** 0,75 euro
- BZH bras 14,7 x 9,2 cm** 1,50 euro
- Gwenn ha du bihan 5,5 x 3,5 cm** 0,75 euro
- Gwenn ha du bras 13,8 x 8,9 cm** 1,50 euro

BON DE COMMANDE (à découper ou à recopier sur papier libre)

Et à retourner accompagné de votre règlement à War Raok Bepred - Ti nevez - 22390 Boulvriag

Description	Taille	Quantité	Prix unitaire	Prix total
			Total (hors frais de port)	
			Frais de port	3 euros
			Total	

ANV HA CHOMLEC'H / NOM ET ADRESSE

Libellez votre chèque à l'ordre de War Raok Bepred